bpost
PB-PP
BELGIE(N)-BELGIQUE
P924570

MAGAZINE MIXITÉ ALTÉRITÉ

magma

1er trimestre 2021 (janvier - février - mars)



Migrons le débat sur le climat!

- Décoloniser l'écologie
- Ecouter la parole des personnes migrantes
- Migrations climatiques: que font les dirigeant.e.s?
- Se mobiliser

MAGAZINE MIXITÉ ALTÉRITÉ
magma

DÉCOUVREZ NOTRE OFFRE PÉDAGOGIQUE
Des animations pour jeunes de 15 - 30 ans
INFOS p. 39

Sommaire

Décoloniser l'écologie

.05 Comment lutter pour une décolonisation des savoirs et pratiques dans les sciences environnementales ?

.07 Luttes écologiques et antiracistes: deux âmes soeurs en voie de retrouvailles?

.10 Il faut remettre la justice sociale au centre du combat écologique!

.13 Réchauffement climatique en Guinée: à qui la faute?



.11

Écouter la parole des personnes migrantes

.16 Témoignage d'Alexis: militant écologiste exilé

.18 Bolivie: piégée entre l'économie et l'écologie

.21 Migrants et acteurs du changement



.18

Migrations climatiques: que font les dirigeant.e.s?

.24 Migration climatique: il y a urgence!

.26 Les "réfugié.e.s climatiques": ca n'existe pas?

.29 3 questions à: Kalvin Soiresse



Se mobiliser

.31 Comment accepter?

.33 Migration et climat dans le cinéma

.38 Slam: je suis partie

.26

Migration et climat :

deux thématiques qui font régulièrement les gros titres des médias, et qui mobilisent grandement la jeunesse. Pourtant, les voix des personnes migrantes et issues de l'immigration sont rarement écoutées sur les questions de changement climatique et d'écologie. De surcroît, les liens entre les deux phénomènes, essentiels à investiguer, sont peu mis en lumière.

Heureusement, les volontaires de l'équipe de rédaction de Magma sont là !

Comprendre les enjeux des « migrations climatiques » ; donner la parole aux personnes migrantes ou issues de l'immigration sur l'écologie ; souligner la nécessité de penser l'écologie d'un point de vue ancré dans l'histoire, et à partir des réalités de ceux et celles qui subissent, en premier lieu, les conséquences des changements climatiques ; montrer que ces deux questions sont interdépendantes : Voilà les enjeux sur lesquels les volontaires se sont exprimé.e.s dans ce magazine ! Au travers d'entretiens, de témoignages, d'articles, ou de textes engagés, il.elle.s ont voulu attirer l'attention sur ces questions et leur donner la place qu'elles méritent dans les débats publics et médiatiques.

Ainsi, alors que la planète est sur le point de brûler, il s'agirait que le débat sur le climat migre… et quitte sa tour d'ivoire ! Nous devons le penser de manière à l'intégrer aux autres luttes sociales, et reconnaître qu'il ne peut pas en être déconnecté si nous voulons que l'idéal de justice climatique corresponde à celui de justice sociale.



SARAH WALIN
Animatrice-coordinatrice de Magma asbl

MAGAZINE MIXITÉ ALTÉRITÉ
magma

DÉCOLONISER L'ÉCOLOGIE



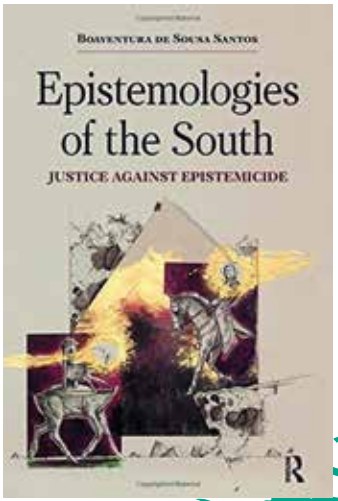
COMMENT LUTTER

pour une décolonisation des savoirs et pratiques dans les sciences environnementales ?

Pour comprendre la décolonisation, il faut comprendre la colonisation, ainsi que la structure du pouvoir dominant. Au cours des derniers siècles s'est érigée une triple domination : le racisme, le capitalisme et le patriarcat. Ce sont trois systèmes qui se combinent et se renforcent réciproquement. Ensemble, ils perpétuent des inégalités et injustices de sexe, de classe et de race. Le colonialisme, contexte historique précédant notre ère dite post-coloniale, a muté en néocolonialisme, prenant plusieurs formes dont *l'épistémicide* et le *colonialisme vert*.

Au 19e siècle, dans un contexte colonial, les ambitions d'expansion de l'Occident mènent à des violentes transformations politiques, sociales, économiques et environnementales. Les idéologies prônant l'industrialisation mènent la danse dans une dynamique d'exploitation, de division et de destruction de *l'autre*. Ce programme d'annihilation des pratiques sociales et connaissances autres que celles du modèle capitaliste dominant se nomme *l'épistémicide*.

C'est une des injustices que met en avant le sociologue portuguais Boaventura de Sousa Santos dans ses ouvrages, militant pour une justice cognitive globale et une décolonisation du savoir. Dès 1994, il évoque dans ses écrits: « La connaissance occidentale a imposé un programme dans le monde entier basé sur l'impossibilité de penser un autre monde différent du modèle capitaliste. » En 2014, il approfondit davantage cette notion dans son ouvrage « *Epistemologies of the South. Justice against Epistemicide* ». Il y considère l'épistémicide comme « l'un des grands crimes contre l'humanité ».



En 2015, Fatima Khemilat qualifie aussi la notion d'épistémicide comme étant « le crime parfait ». Chercheuse en sciences sociales et en sciences des religions, elle en fait l'objet d'une conférence « The Muslim Think Thanks » intitulée « *Épistémicides. L'impérialisme m'a tuER.* ». Selon elle, il existe bien des manifestations matérielles des épistémicides telles que des destructions organisées de monuments, d'œuvres d'art, de livres. Mais les épistémicides les plus coriaces sont subtils, infiltrés dans les manuels d'Histoire et les productions scientifiques. Dès le 18e siècle, les occidentaux se considèrent cognitivement supérieurs et programment une uniformisation des savoirs selon leur modèle. La production des savoirs scientifiques est dès lors orientée de sorte à valider la prétendue supériorité occidentale. Neuf fois sur dix, les productions scientifiques ne citent que des chercheurs du Nord, venant de ces 7 pays: la France, l'Espagne, le Royaume-Uni, l'Italie, la Grèce, l'Allemagne, et les Etats-Unis.



Selon Guillaume Blanc, spécialiste de l'histoire contemporaine de l'Afrique, les associations de protection de l'environnement mènent des politiques semblables à celles de l'époque coloniale. À la fin du XIXe siècle, l'industrialisation et l'urbanisation ont cimenté les paysages verts d'Europe. Les colons pensent retrouver en Afrique leur nature perdue. En 1930, ils y créent des parcs nationaux, privant les locaux de leur droit à la terre. Ensuite, vers 1960 émerge un éveil climatique contradictoire. En Europe, on promeut les bienfaits que les éleveurs et cultivateurs ont sur l'entretien de la nature. Alors que les habitants de l'*Eden africain* sont accusés d'être les « destructeurs » d'une nature fantasmée pure et vierge de présence humaine.

Ils s'érigent dès lors en uniques connaisseurs de la science environnementale, en invalidant les connaissances et pratiques des africains. Guillaume Blanc appelle cela le *colonialisme vert*, dont fait l'objet son essai paru en 2020 « *L'Invention du colonialisme vert. Pour en finir avec le mythe de l'Eden africain* ». En 1980, c'est sous les titres de « spécialistes » et « consultants en patrimoine » qu'ils perpétuent leur occupation : expulsions d'habitants, surexploitation des terres, extractivisme de masse, … ce que continuent à ce jour des associations comme le WWF (Fonds mondial pour la nature), l'UICN (Union internationale pour la conservation de la nature) ou encore l'Unesco. Malgré tout, il dit que « ce paradoxe n'est pas le fruit d'un complot orchestré par des multinationales malveillantes et des États retors. Il est le résultat de « notre » mode de vie quotidien. Préserver la nature dans les parcs africains, c'est, en fait, s'exonérer des dégâts que cause partout ailleurs notre mode de vie consumériste et capitaliste. Et cette vérité dérange car l'accepter, ce serait reconnaître que, pour enfin amorcer le virage écologique, il faudrait s'en prendre non plus à la paysannerie (africaine), mais à nous-même ».



Selon les trois spécialistes, amorcer la lutte se fait à une échelle individuelle et de proximité. Comme Guillaume Blanc l'a cité, les occidentaux devraient avant tout réfréner leur mode de consommation. La surconsommation et l'accroissement démographique en Europe créent un besoin de ces modes de production. Pour Fatima Khemilat, nous sommes tous témoins passifs d'un crime qui se perpétue. D'une part, nous renseigner sur des savoirs alternatifs limiterait l'ignorance personnelle entretenue par les épistémicides. D'autre part, les universitaires devraient plus partager dans leurs productions scientifiques les travaux de chercheurs du Sud. Selon Boaventura de Sousa Santos, nous devons placer notre espoir d'un monde meilleur dans *l'arrière-garde*, ceux qui s'unissent pour résister à la triple domination. En opposition aux avant-gardistes, ceux qui sauraient théoriquement avant les autres, et si cela échoue en pratique, rejettent la faute aux citoyens. « La théorie de l'arrière-garde, c'est donc l'idée que nous devons soutenir les intellectuels, et que les intellectuels doivent, quant à eux, être à la fois intellectuels et activistes. Ils doivent aider ceux qui résistent, ceux qui vont plus lentement et qui ont plus de difficultés. »



LUCILE MIGISHA,
volontaire dans l'équipe de rédaction Magma

Luttes écologiques ET ANTIRACISTES:

deux âmes sœurs en voie de retrouvailles ?

Bernard Duterme – coordinateur du livre collectif L'urgence écologique vue du Sud de la collection Alternatives Sud (CETRI, Centre tricontinental) – a modéré ce 25 février une table ronde virtuelle traitant de l'urgence écologique : l'affaire du Nord ou du Sud ?[1]

Selon le chercheur caribéen, l'écologie ne peut être que décoloniale. Il confiera malheureusement que beaucoup d'activistes préfèrent détourner le regard des implications de justice sociale. Commençons par ouvrir le champ des possibles depuis les perspectives que l'auteur *d'Une écologie décoloniale* appréhende.



AU COMMENCEMENT ÉTAIT L'EXCLUSION ET CETTE EXCLUSION ÉTAIT VERTE.

L'environnementalisme peut être défini comme une approche de l'écologie se focalisant sur une nature synonyme d'objet externe aux affaires humaines. La généalogie d'une telle posture repose sur l'écartement de thèmes structurant les sociétés : enjeux sociaux de genre, de race, etc. On a donc effacé un ensemble de questions dont les réponses sont les façons de recomposer un monde juste.

Des voix provenant notamment du Sud ont été tues. Les textes fondamentaux de cette philosophie gravitent d'ailleurs autour de deux figures occidentales : Jean-Jacques Rousseau avec « *Les rêveries du promeneur solitaire* » en Europe et Henri David Thoreau avec « *La vie dans les bois* » du côté étasunien. La pensée environnementale s'érige donc depuis une époque (post-)esclavagiste/coloniale, enracinée dans l'expérience de deux hommes blancs, adoptant un comportement asocial envers des espaces naturels prétendument vierges de toute humanité.



Ingénieur en environnement et docteur en philosophie politique

> *« L'environnementalisme en tant que tel pose problème: et là, ce n'est pas l'environnementalisme du Nord ou du Sud mais quel qu'il soit! »*

1 - https://www.facebook.com/600632830063004/videos/1080580019096179

Peu importe sa géographie, l'héritage reste le même: une conception de l'écologie où certaines interrogations disparaissent. Edouard Glissant[2] caractérisait l'Occident non pas de lieu mais plutôt de vaste projet politique. Ainsi, des gouvernements ou associations du Sud peuvent très bien en être parties prenantes cfr L'invention du colonialisme vert de Guillaume Blanc[3].

L'opposition Nord-Sud présentée sans ambiguïté camoufle en fait l'histoire de la constitution de ces deux pôles dans la fabrique de la modernité, une manière d'habiter la Terre en instaurant des disparités entre les peuples. De l'Australie au Canada, en passant par l'Afrique du Sud et la France, sans oublier la Belgique: qui bénéficie d'un droit de parole, quels savoirs sont considérés comme science? La fracture coloniale s'ajoute à la hiérarchie des classes.

On ne peut pas se contenter d'examiner le manque de diversité dans la représentation des initiatives climatiques, sans s'attarder sur les alliances décisives qu'il y eut entre environnementalisme et impérialisme[4] voire eugénisme[5]. Des rassemblements tant académiques que citoyens ayant pour objectif de rééquilibrer le monde dans sa globalité rejettent, volontairement ou non, les théories de toute une partie de notre espèce. Ce biais raciste fut pointé dès les années 60 (cfr Murray Bookchin[6]) et pourtant l'environnementalisme occidentalo-centré perdure en toute quiétude. Nous ne pouvons pas en dire autant de courants tels que les études décoloniales, intersectionnelles ou du genre dont la légitimité est allègrement remise en cause dans le débat public actuel, en France par exemple.
Plus qu'une alternative, l'écologie sera décoloniale ou ne sera pas.
Les écologies décoloniales tendent vers la proposition d'autres sources de conceptualisation du couple Terre & Monde. Cette tâche nécessite la valorisation de la compréhension de l'Autre dès l'élaboration des angles d'attaque : reconnaissance du rôle pivot du colonialisme.
Si certaines institutions s'auto-proclament « décolonisées » et maintiennent ensuite leur centralité, elles continueront d'occulter toute pluralité sous couvert d'une introspection achevée. La marginalisation mutera en un rapport au mieux humanitaire, au pire discriminant.



Économiste et chercheur postdoctoral à l'institut de politique du développement de l'université d'Anvers

> ***« Le pacte vert normalise les relations de pouvoir asymétriques en favorisant des points de vue déjà hégémoniques[7]. »***

En décembre 2019, l'UE s'est positionnée cheffe de file des actions mondiales pour le climat en publiant le Pacte Vert (PV): c'est le seul engagement juridiquement contraignant proposant de réduire de moitié les émissions de gaz à effet de serre (GES) d'ici 2030. Un trillion d'euros a été débloqué. Dans le même temps, l'UE a soutenu la construction d'une conduite de gaz de plusieurs milliards d'euros pour les transports à partir d'Israël.
L'auteur de « *Pourquoi le Green New Deal doit être décolonial?* » estime que le document est axé sur le dogme de l'économie verte selon lequel la croissance pourrait être découplée de la production de nouveaux matériaux. Cette thèse n'a cependant pas été prouvée pour l'instant…

2 - Poète, romancier et essayiste martiniquais
3 - https://www.youtube.com/watch?v=I5MzCxdWvuk
4 - Volonté, stratégie ou parfois même doctrine politique de conquête d'un Etat ou d'une nation, visant la formation d'un empire ou la domination politique, économique, culturelle d'autres nations, Etats ou groupes. Source : Monde Diplomatique
5 - l'ensemble des méthodes et pratiques visant à sélectionner les individus d'une population en se basant sur leur patrimoine génétique et à éliminer les individus n'entrant pas dans un cadre de sélection prédéfini. Source : Wikipédia
6 - Militant américain, théoricien de l'écologie sociale
7 - Domination absolue

Le schéma de plantation utilisé pour le coton ou le sucre a impliqué la maltraitance de peuples entiers associée à de nombreuses destructions (déforestation, fuite des sols etc). Ce modèle n'a pas radicalement changé depuis l'abolition de l'esclavage. Il se raffine même par le biais des conditions d'accès aux aides internationales : extraction de matières premières en dépossédant les paysans de leur souveraineté non seulement territoriale et alimentaire, mais aussi culturelle. Les luttes d'émancipation des communautés autochtones[8] restent ignorées alors qu'elles sont avant-gardistes dans l'intellectualisation de la transition.

CAPITALISME : MOT PATRIARCHE DE TOUS LES MAUX ?

La montée du nationalisme et des mouvements d'extrême droite au Brésil, en Inde et Turquie est directement liée au besoin de stimuler leurs industries respectives. La quête de cobalt et lithium en Bolivie, coltan au Congo, terrains agricoles bon marché en Ethiopie s'inscrit dans la stratégie de concurrence des ressources élaborée par les pays du Nord après la 2nde guerre mondiale.

Le PV doit aussi inclure les régions du Sud et ne méritera son présupposé caractère « innovant » qu'en s'engageant à une régression de la surconsommation et une redistribution des richesses. Si les politiques d'austérité encadrées par les Etats et le marché consolident le contrat social responsable de cet effondrement, les mobilisations réactionnelles imposeront quant à elles la construction d'une démocratie délibérative basée sur le consentement mutuel.

« Le paradoxe que je vois, c'est qu'on a commencé à parler d'une levée des jeunes pour le climat quand les jeunes européens se sont levés. »



Etudiante et cofondatrice de Youth for Climate en Belgique

Le mouvement belge auquel l'interlocutrice participe a récemment dévié l'attention médiatique vers les *MAPA (Most Affected People and Areas)*[9]. Actuellement, des collectifs basés dans l'hémisphère jumeau se mobilisent contre une très imposante banque anglaise soutenant l'investissement dans les énergies fossiles dont l'Occident émet la plupart des déchets (CO2).
Il faut prendre conscience que le changement doit être systémique : une approche strictement basée sur l'efficacité énergétique n'est pas assez ambitieuse et l'échéance nullité GES pour 2050 méprise quiconque subit déjà de plein fouet la déchéance de nos fonctionnements.



JAPHETTE FELHO,
volontaire dans l'équipe de rédaction Magma

8 - Peuples descendants de ceux étant présents sur un territoire avant sa colonisation, occupation ou conquête, et étant devenus minoritaires suite à ces phénomènes.
9 - Traduction: personnes et régions les plus touchées

« Il faut remettre la justice sociale au centre du combat écologique »

Rencontre avec Ruth Paluku-Atoka

L'activisme écologique en Belgique existe depuis longtemps, mais n'est pas appréhendé de la même manière par tout le monde. Ruth, membre du *Climate Justice Camp*, noir et militant, est persuadé qu'il n'y a pas de lutte écologique sans dimension antiraciste et décoloniale.



PEUX-TU TE PRÉSENTER ET ÉNONCER LES LUTTES POUR LESQUELLES TU TE CONSIDÈRES ACTIVISTE ?

Je m'appelle Ruth Paluku-Atoka, j'ai 23 ans et je suis bruxellois. J'ai entamé des études supérieures que j'ai arrêtées au bout de trois ans. Aujourd'hui, je travaille dans le milieu associatif LGBTQ+. En ce qui concerne mes identités, je me qualifie de noir, queer, non-binaire et probablement de neuro-atypique[1] aussi. Je suis plein de choses, et toutes ces identités-là, je les porte avec moi peu importe les endroits où je suis. Je les prends également avec moi dans toutes ces luttes pour lesquelles je me considère activiste, c'est-à-dire les luttes féministes, antiracistes et écologistes. J'essaie d'apporter tout ce qui me caractérise dans ces luttes.

PEUX-TU ME PARLER DE TON EXPÉRIENCE DE L'ACTIVISME ÉCOLOGIQUE EN BELGIQUE ?

Je me suis intéressé à l'activisme écologique lorsque j'ai commencé mes études universitaires. Je trouvais cela passionnant de pouvoir travailler en groupe sur le campus autour de la question environnementale, et surtout de pouvoir mener des actions de désobéissance civile. Seulement, au bout d'un moment, j'ai réalisé que je ne me sentais pas du tout à ma place. Bien que les actions me plaisaient, j'ai subi beaucoup de racisme et encaissé plusieurs remarques homophobes. Mes pensées étaient de moins en moins alignées au discours politique de ce groupe activiste. Les membres de l'équipe venaient du même milieu, c'est-à-dire un mi-

8 - Ce nom […] désigne les porteurs d'une atypie neuro-fonctionnelle. Neuroatypicité, neuroatypie ou neurodivergence définissent un fonctionnement cognitif qui diffère de la norme. […] Le terme rassemble pêle-mêle les TSA (Troubles du Spectre de l'Autisme, qui incluent le syndrome Asperger), la constellation des "Dys" (dyslexie, dyspraxie, dyscalculie, dysorthographie etc.) et les TDAH (troubles de l'attention avec ou sans hyperactivité). Source : Marie Claire.



RUTH PALUKU-ATOKA © JUAN SANCHEZ

lieu bourgeois, blanc, universitaire et ultra-éduqué. Ces personnes ne me ressemblaient pas, n'avaient pas le même discours écologique que moi et c'est pour cela que je me suis dit que je n'avais pas vraiment ma place là, au final.

POURQUOI A-T-ON L'IMPRESSION QUE LA LUTTE CONTRE LE RÉCHAUFFEMENT CLIMATIQUE EST UNE CAUSE POUR LAQUELLE LES PERSONNES RACISÉES « S'ENGAGENT » MOINS ? EST-CE UNE CAUSE DE BLANCS ?

D'une part, les personnes racisées sont engagées dans cette lutte. Elles réalisent des actes importants au niveau écologique, c'est juste qu'ils ne sont pas nécessairement appelés comme tels. Ce n'est pas parce que l'on ne se nomme pas écologique qu'on ne l'est pas.

D'autre part, les questions climatique et écologique ont été créées et théorisées dans le milieu académique par des personnes blanches. Elles sont donc déconnectées des racines coloniales et esclavagistes et par conséquent, il y a effectivement une vision blanche de l'écologie, car cette pensée n'émane pas des personnes concernées par les impacts écologiques.

COMMENT AS-TU REJOINT L'ÉQUIPE DU CLIMATE JUSTICE CAMP ET EN QUOI CONSISTE-IL ?

Je me suis retrouvé là par le biais d'amis en commun que j'avais avec des personnes issues du même milieu dans lequel j'étais de base (à l'université).

Cela faisait quelques temps que je parlais autour de moi du manque de perspectives antiracistes dans les questions écologiques et ça les a intéressés. Ils m'ont proposé d'assister à une réunion, d'en parler, et c'est comme ça que j'ai atterri là.
Chaque année, l'objectif du *Climate Justice Camp* est de faire un camp de 3-4 jours qui rassemble des gens pour discuter des questions environnementales. Le camp peut avoir lieu dans différents endroits, en Belgique ou pas. La différence ici, c'est qu'on discute de la justice climatique tout en y intégrant les différentes luttes sociales qui sont fondamentalement liées à la cause (antiracisme, validisme[2], luttes décoloniales, anticapitalistes, …). Il faut remettre la justice sociale au centre du combat écologique. Sinon, à côté de ça, on a aussi un podcast appelé « *Reclaim the climate* » qui nous permet de transmettre nos discussions politiques, philosophiques et terre à terre sur le sujet.

« La différence ici, c'est qu'on discute de la justice climatique tout en y intégrant les différentes luttes sociales qui sont fondamentalement liées à la cause (antiracisme, validisme[2], luttes décoloniales, anticapitalistes, …). »

QU'EST-CE QUE LE CLIMATE JUSTICE CAMP T'A APPORTÉ ?

Il m'a apporté de l'espoir mais aussi une perspective de ce qui est possible en termes de travail militant quand on travaille en mixité à plein d'égards. Je vis une chouette expérience sans me mettre la pression et tout en me respectant en termes de charge de travail et de santé mentale.

COMMENT AS-TU DÉCOUVERT LE CONCEPT D'ÉCOLOGIE DÉCOLONIALE[3] ?

Je n'ai pas vraiment découvert ce concept. Ce n'est pas moi qui suis venu à lui mais plutôt lui qui est venu à moi. Je suis parti de mon expérience personnelle et lorsque je pense à l'histoire des terres congolaises dont mes parents sont originaires, je comprends assez vite que la colonisation a provoqué des dégâts et des changements environnementaux colossaux. Dès lors, j'ai compris qu'il fallait accorder une dimension décoloniale à la lutte écologiste.

AURAIS-TU DES EXEMPLES ILLUSTRANT DES LUTTES ANTIRACISTES ÉCOLOGIQUES ?

Oui, j'en ai plusieurs. En Martinique et en Guadeloupe, par exemple, on a utilisé le chlordécone comme pesticide sur les plantations de bananes pendant des années. Ce produit a eu des conséquences désastreuses au niveau de la santé des habitants, mais aussi sur leurs terres, la faune, la flore, … Les mouvements de lutte contre le chlordécone aujourd'hui s'inscrivent dans la lutte antiraciste écologique.
Je peux aussi citer la lutte de certaines personnes asiatiques contre l'agent orange (herbicide) ou encore la lutte anti-gentrification[4] menée par des personnes noires dans plein de quartiers dans le monde. Je pense également aux personnes qui défendent leurs terres indigènes. Ce sont toutes des luttes antiracistes qui ont un impact écologique hyper important.

EST-CE PRIMORDIAL D'ACCORDER UNE DIMENSION DÉCOLONIALE À LA LUTTE ÉCOLOGIQUE AUJOURD'HUI ?

C'est évidemment primordial puisque la colonisation est un désastre écologique. Il faut absolument le reconnaître et c'est uniquement ainsi qu'on comprend les réels enjeux qui se cachent derrière les questions climatiques. Par exemple, on ne peut pas juste parler d'émissions de CO2 sans se poser les bonnes questions. Qui les a émises ? Qui sont les véritables responsables de cet acte ? A quel prix et pourquoi ?
De plus, je pense qu'il ne faut pas se limiter à l'écologie. Nous devons appliquer des dimensions antiracistes et décoloniales à tout ce qui nous entoure. Le rapport colonial que la blanchité a imposé dans notre monde est présent partout.



JIHANE BUFRAQUECH,
volontaire dans l'équipe de rédaction Magma

2 - Apparu aux Etats-Unis dans les années 90, le mot de validisme désigne les discriminations et les préjugés qui ciblent les personnes handicapées. Source : Beaview.
3 - Voir page 7 (article de Japhette)
4 - Le terme «Gentry» désigne, en anglais, la petite noblesse. Par extension, le terme gentrification désigne un processus d'embourgeoisement par lequel le profil sociologique et social d'un quartier se transforme au profit d'une couche sociale supérieure. Source : Christine Dualé, « La gentrification de Harlem (New York City) : malheur ou bénédiction? », p1.

Réchauffement climatique en Guinée : À qui la faute ?



SALLY BILALY SOW EN TRAIN DE FAIRE UN REPORTAGE PHOTO

L'immigration en provenance de l'Afrique est souvent liée à des problèmes d'ordres politique, économique ou social. Mais on entend moins parler des migrants environnementaux et climatiques.

Certes, les pays Africains, dans leur majorité, ont un retard énorme au niveau de leur développement industriel, comparé aux autres continents. Mais le réchauffement climatique se fait de plus en plus ressentir, lié en grande partie à l'exploitation des richesses de ces pays par les multinationales, qui ne respectent pas les règles environnementales.

Pour mieux comprendre ce problème, j'ai interviewé Sally Bilaly Sow, journaliste Guinéen, qui s'intéresse beaucoup à la question environnementale. L'exploitation minière est en plein essor dans le pays, qui est désormais l'un des principaux exportateurs de la bauxite[1] dans le monde. Mais ce n'est pas sans conséquences. Les Guinéens subissent des détériorations de leurs droits et de leur environnement, qui les pousse parfois à quitter le pays. Rappelons que les Guinéens font partie des populations qui demandent le plus l'asile en Belgique[2].

1 - Roche constituant le principal minerai permettant la fabrication de l'aluminium
2 - https://dofi.ibz.be/sites/dvzoe/FR/Documents/Statistiques/Stat_M_Asile_Fr_2018_02.pdf

Pouvez-vous vous présenter à nos lecteurs ?

Je suis Sally Bilally Sow, je suis vidéaste et réalisateur mais aussi coordinateur de l'association villageoise 2.0, dont l'objectif est de promouvoir l'éducation aux médias et au numérique, et surtout au développement local, à travers les technologies de l'information et de la communication.

Le réchauffement climatique est-il un sujet d'actualité en Guinée ?

Le réchauffement climatique est un phénomène mondial, il ne faut pas nier cela. Les réalités que nous voyons ici sont tributaires de l'action de l'homme sur la nature. Mais si nous prenons le cas spécifique de la Guinée, il y a vraiment des ressentis concrets. Si l'on se réfère à l'ancien temps, il y avait des cours d'eau qui ne se tarissaient pas, par exemple, mais aujourd'hui, à peine quelque temps après la saison pluvieuse, ils se tarissent extrêmement rapidement. Autre exemple, Il y avait des arbres fruitiers qui existaient dans certains endroits de nos localités, qui ont été rasés sans qu'il n'y ait aucun reboisement.

La population Guinéenne est-elle consciente du phénomène, car beaucoup de citoyens dans le monde le nient. Peut-être parce que les effets ne se font pas ressentir dans certains pays ?

En nombre pas, je n'ai pas de statistiques, mais suite aux échanges que j'ai eu avec des gens, il y a en effet beaucoup de personnes qui n'y croient pas, soit par ignorance ou par manque de conviction. Le danger, c'est qu'il n'y a pas d'action focalisée sur l'éducation environnementale, parce que le programme scolaire est très ancien.

Dans la majorité des pays, les multinationales sont pointées du doigt comme étant les premières responsables. Est-ce que c'est le cas en Guinée ?

Parlons de la région de Boké, qui est pour moi la plus chaude du pays, et le point central du secteur minier en Guinée. Quand vous y allez en saison sèche, c'est désastreux, vous ne pouvez même pas respirer de l'air frais. Il y a une poussière indescriptible qui s'y dégage, et une déforestation massive, à cause des multinationales et de leur exploitation minière. A travers les responsabilités sociales, les multinationales essayent de contribuer un peu au reboisement, mais les dégâts sont plus nombreux. D'ici dix ans, on vivra le pire si on ne fait pas attention et si on s'intéresse seulement à l'aspect économique, en occultant le côté environnemental. Pas seulement Boké, mais de façon globale, tous ces endroits où nous avons des sociétés minières, ce sont des personnes qui n'ont aucune considération pour l'environnement.

Est-ce que c'est un sujet d'actualité au niveau des médias ?

Oui, il y a des médias spécialisés sur la question. Il y a des émissions environnementales, mais pour moi ce n'est pas un problème journalistique en tant que tel, ça doit être un problème citoyen.
Il faut que le citoyen s'approprie le sujet, parce que le plus souvent, quand on prend certains médias, il y a un manque d'indépendance, (je ne dis pas que tous les médias ne sont pas indépendants), mais si toutefois il y a des accointances entre ces médias et les multinationales, ils ne nous diront pas toutes les vérités. Le modèle économique de nos médias en Guinée se repose sur la publicité, et derrière ces multinationales sont des annonceurs.
Moi j'ai réalisé une série vidéo d'une localité (Débélé), ou l'impact était là. Les eaux sont contaminées, l'environnement est détruit, et il y a des femmes qui sont victimes, pas physiquement, mais les terres où elles cultivent sont totalement détruites.
J'estime aujourd'hui, qu'il faut mettre le citoyen au cœur de l'action, il y a une ONG (Action mine) qui abat d'ailleurs un excellent boulot sur la question.

L'Etat a-t-il des mesures pour apporter ce sujet au sein de la population ?

Il y a des ateliers de formation, des campagnes de sensibilisation, financées par des bailleurs de fonds. L'Etat n'a jamais mis son propre argent dedans, à ma connaissance. Si on attend à chaque fois qu'il y ait des projets pour amorcer des campagnes de sensibilisation, derrière il n'y a pas de réelle volonté. Parce qu'on ne peut pas dire qu'avec tout l'argent qui rentre dans les caisses de l'Etat, on ne peut pas lancer des campagnes pour éduquer normalement les citoyens.

Quelles sont, selon vous, les solutions pour que cela change ?

D'abord, il faut une éducation environnementale, pour conscientiser les citoyens sur la question, pour leur faire comprendre les risques si rien n'est fait dans les années à venir.
Il faut surtout que la politique des sociétés minières change, il faut qu'elles s'engagent dans les campagnes de reboisement, qu'elles aient beaucoup plus d'actes que de paroles. Il faut miser surtout sur la nouvelle génération, faire des débats citoyens en leur demandant leur avis, car ils sont plus impactés par les problématiques, qu'un ministre dans son bureau.



ABDOULAYE BAH,
volontaire dans l'équipe de rédaction Magma

MAGAZINE MIXITÉ ALTÉRITÉ
magma

ÉCOUTER LA PAROLE DES PERSONNES MIGRANTES



Témoignage d'Alexis : militant écologiste exilé



ALEXIS DONNANT UNE CONFÉRENCE AU CONSEIL DE LA PLANIFICATION TERRITORIALE DE BOGOTÁ.

UN ENGAGEMENT PRÉCOCE

Colombien aux racines du Guajira et d'Antioquia[1], Alexis partage avec nous son expérience de vie en tant que militant pour la protection de la planète et les droits des personnes les plus vulnérables de Colombie. Dès son plus jeune âge, Alexis a été lié au secteur public de la ville de Bogotá, la ville où il a vécu jusqu' il y a deux ans, lorsqu' il a dû quitter son pays pour protéger sa vie. Grâce à son père et à ses liens avec le secteur public, Alexis faisait partie des systèmes de participation citoyenne de sa ville, et a ainsi contribué à créer des comités de service public. Ces comités de service public ont été créés en tant que groupes organisés pour faire des supervisions dans les entreprises qui fournissent des services publics. Avec cette supervision, on a cherché à prévenir le détournement des ressources, par des mécanismes de contrôle social et de participation citoyenne.

Ainsi, une série de recours, qu'Alexis a parfois supervisés, ont été introduits auprès des entités publiques. Alexis nous raconte que, dès l'âge de 11 ans, il se souvient qu'il aidé les citoyens à rédiger des recours devant les entités correspondantes.

Quand Alexis a grandi et après avoir terminé ses études secondaires, il a fait des études universitaires dans l'une des universités publiques de la ville de Bogotá, qui jouit d'un très bon prestige : l'Université du district Francisco José de Caldas. Dans cette université, il a étudié la gestion publique de l'environnement.

Après avoir obtenu son diplôme universitaire, Alexis est entré dans le système des travaux publics. Avec beaucoup d'émotion, Alexis nous dit qu'il a travaillé dans différentes entités gouvernementales telles que l'Agence présidentielle pour l'action sociale et l'Institut Colombien de protection de la famille. Il a également travaillé au secrétariat de l'environnement de Bogotá en tant qu'éducateur. En dernier, il a travaillé au comité de stratification de la ville de Bogotá.

Avec tant d'expériences dans différents secteurs publics et la passion avec laquelle il nous raconte celles-ci, nous avons trouvé intéressant de demander à Alexis comment s'était passée son expérience au sein du secrétariat de l'environnement. Prenant une profonde inspiration, Alexis sourit et répond : « c'était une très bonne expérience ! c'était un travail multicritère! Il y a deux aspects qui m'ont fait aimer ce travail : d'une part, l'opportunité de transmettre les informations pour sensibiliser les gens sur l'environnement et, d'autre part, le contact quotidien avec les citoyens qui m'a aussi permis de grandir en tant que personne. J'ai vraiment aimé ce travail ! »

UN COMBAT ACHARNÉ...

Alexis nous raconte ensuite son combat quotidien pour protéger sa ville et comment cela l'a conduit à fuir son pays et à se cacher, au point de ne pas pouvoir nous dire où il habite actuellement.
Tout a découlé de son travail au conseil d'aménagement du territoire. Dans ce domaine, Alexis a dû encourager la participation citoyenne, et contrôler le plan du développement territorial de la ville de Bogotá. Cela semble être un travail sûr et très ambitieux pour Alexis, compte tenu de sa passion pour le travail avec le public.

1 - Départements colombiens

«Mon combat contre le changement climatique m'a conduit à migrer, et bien que ce ne soit pas dû à une catastrophe naturelle, je me considère comme un migrant climatique. J'ai fait toutes mes requêtes pour offrir un avenir meilleur aux générations futures.»

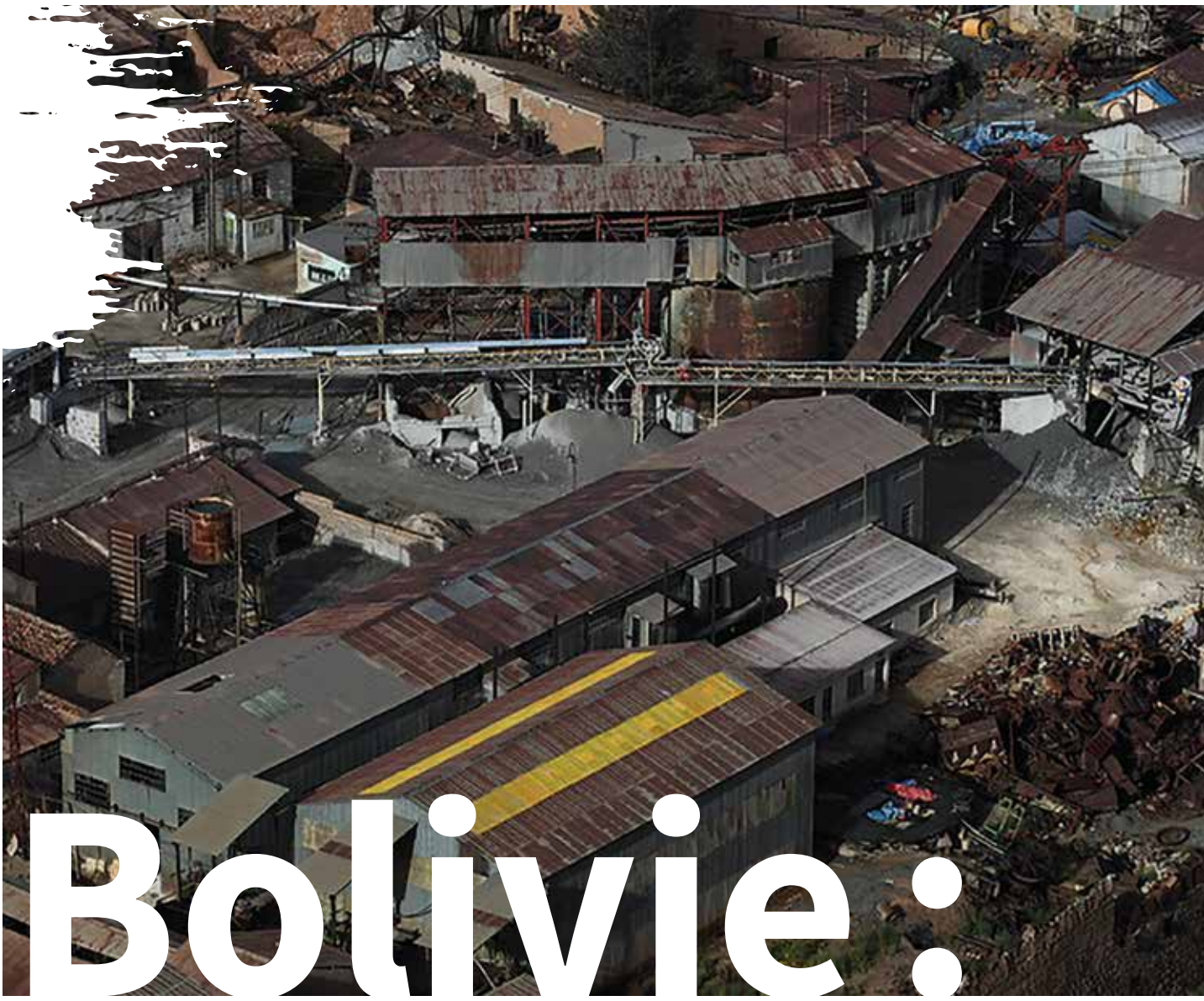
Alors qu'Alexis exerçait son travail, il a remarqué plusieurs problèmes dans plusieurs projets menés par la ville. Ainsi, le maire de l'époque voulait construire un quartier résidentiel dans la réserve naturelle « Thomas van der Hammen », se situant au nord de la ville. Il ne tenait pas compte du fait que cette réserve abrite une grande quantité de biodiversité et que, pour la ville de Bogotá, elle représente un écosystème très important.
Un autre problème qui l'a poussé à marquer son désaccord était la gestion des biens publics et la manière dont la classe politique élitiste gérait la décharge de « Dona Juana ». La présence et le fonctionnement de ce centre de traitement de déchets solides sont, depuis plusieurs années, controversés et contestés par les militants écologistes. « Le traitement des déchets solides dans la ville de Bogotá peut être amélioré. Il existe différentes options, et pas seulement celle de continuer à agrandir la décharge !». Alexis a alors écrit un rapport, annonçant qu'en raison des mauvaises conditions et du manque de traitement approprié, cette décharge allait exploser. En effet, deux ans après son rapport, la décharge a explosé, provoquant des désastres pour la population.
Confronté à une classe d'élites qui manœuvrait avec les biens publics à volonté, Alexis a poursuivi son combat, dénonçant la mauvaise gestion et l'injustice climatique. Il considère en effet que le gouvernement ne remplissait pas ses devoirs de protection sociale et de protection de l'environnement. Par exemple, ses plaintes contre le gouvernement étaient également fondées sur l'utilisation du glyphosate et d'autres herbicides.

MAIS DANGEREUX

Les plaintes incessantes d'Alexis l'ont conduit à des menaces. Il recevait ainsi des coups de téléphone insultants, lors desquels on le menaçait « Celui qui se tait devient vieux ». Avec un sourire sarcastique, Alexis nous raconte : Une fois, il était assis dans un parc avec sa famille, profitant d'une journée ensoleillée. Un homme s'est approché et lui a chuchoté à l'oreille « nous savons déjà où tu habites, qui est ta sœur, et où tes neveux vont à l'école, alors ferme la bouche ». Alexis baisse les yeux et confie : « C'était juste une de ces nombreuses menaces. Mais cette fois, ils m'ont fait savoir que ma famille était en danger à cause de moi pour vouloir défendre les droits de tous. Et à ce moment-là j'ai décidé de partir ».
« Il y a deux ans, j'ai pris une valise avec mon dernier salaire et j'ai quitté mon pays bien-aimé. Même si j'ai voulu risquer ma vie pendant les élections, avec tant d'injustices et de menaces, j'ai préféré fuir pour ma famille, car en Colombie le paramilitarisme n'est pas un jeu! Mon combat contre le changement climatique m'a conduit à migrer, et bien que ce ne soit pas dû à une catastrophe naturelle, je me considère comme un migrant climatique. J'ai fait chaque plainte pour offrir un meilleur avenir aux générations futures. »
Pour finir, Alexis nous laisse sur une réflexion : « Le Changement climatique n'est pas une blague, c'est une vraie menace qui se passe en ce moment, chaque action que nous entreprendrons fera la différence qui nous permettra de survivre ou de mourir, il ne s'agit plus de vouloir recycler ou pas. Il s'agit d'un changement de comportement »



ANGELICA BASTIDAS,
volontaire dans l'équipe de rédaction Magma



Bolivie : piégée entre l'économie et l'écologie

Pendant longtemps, la Bolivie a vu ses ressources pillées par l'extérieur. L'absence de projets politico-économiques pour le pays a fini par pousser certains habitants à tout quitter pour rejoindre l'Europe. Daniel est l'un d'eux, et laisse tomber une carrière d'ingénieur agronome pour devenir musicien sur le vieux continent. Près de 30 ans après son départ, l'avenir bolivien est-il plus sûr? L'équipe de Magma a contacté deux de ses neveux et nièces restés au pays, Veronica et Carlos, pour en savoir plus.



MINE BOLIVIENNE © JULIE LAURENT





Quand Daniel quitte la Bolivie, nous sommes en 1993. Les dictatures militaires se sont succédées les unes après les autres pour aboutir à une série de présidents démocratiquement élus, mais sans réelle impulsion à donner au pays, dont les ressources naturelles abondantes ont attiré un grand nombre d'entreprises étrangères privées.

Etudiant en agronomie, il est dans l'impossibilité de finir ses études. Pour ce faire, il lui faudrait réaliser des stages dans une entreprise loin de chez lui en laissant son père travailler seul. Les coûts sont trop importants et le marché de l'emploi n'offre pas beaucoup d'opportunités. Cependant, Daniel est aussi musicien. Il fait alors le pari fou de partir en Europe avec un groupe, et emprunte de l'argent à un ami pour quitter son pays. Après quelques temps passé sur place à vivre de concerts dans la rue, dans des restaurants et pour divers événements, il comprend que le futur est plus lumineux en Belgique qu'en Bolivie, et choisit de s'y installer.

MADE IN BOLIVIA

Il garde malgré tout un œil sur sa terre natale que sa famille n'a pas quittée. Parmi ses craintes figure la gestion des ressources du pays. S'il en regorge, il ne dispose toujours pas d'un secteur industriel fort et importe donc énormément de marchandises. Ce n'est que récemment, avec l'arrivée d'Evo Morales[1], qu'il a été décidé de renationaliser les sources de matières premières du pays et de commencer à fabriquer des produits « made in Bolivia » pour gagner en indépendance.

Veronica, médecin et nièce de Daniel, s'inquiète pour l'avenir. Cette exploitation des ressources nationales, en plus d'être un modèle voué à s'essouffler, ne crée pas de meilleures perspectives d'emploi pour le pays. « Ce modèle est très similaire à celui du propriétaire de la poule aux œufs d'or. Nous ne prenons pas soin de notre poule qui va, un jour, cesser de produire », confie-t-elle.

De nombreux chercheurs décrivent la Bolivie comme une économie extractiviste. Cela signifie qu'elle base sa croissance économique sur l'extraction de ressources naturelles pour les revendre à d'autres pays. Cela implique, d'une part, que le pays dépend des acheteurs et de l'importance des ressources qu'il vend. D'autre part, l'extraction massive de ressources naturelles appauvrit la terre et n'est donc pas durable[2].

Carlos, diplômé en économie et frère de Veronica, rejoint cette analyse : « La Bolivie est pleine de ressources : minerais, gaz, et métaux rares. Malheureusement, nous continuons de nous reposer sur ce modèle extractiviste qui n'a pas changé depuis des décennies. Des promesses d'industrialisation ont été faites mais n'ont jamais été tenues ». En cause, les graves lacunes du système éducatif dans les sciences appliquées, lesquelles permettraient à l'Etat de développer des technologies afin qu'il utilise lui-même les ressources naturelles que le monde entier lui achète. « Pour moi, tout se rapporte à ce manque d'investissement dans l'éducation. Un pays éduqué progressera, ressources naturelles ou pas. Un pays ignorant, même rempli d'or, sera toujours pauvre dans un monde qui dévore les matières premières comme les nôtres. »

1 - Président de la République de Bolivie de 2006 à 2019.
2 - Guillaume Hébert & Simon Tremblay-Pépin, « Qu'est-ce que l'extractivisme ? », IRIS – Institut de recherche et d'informations socioéconomiques, 2013, https://iris-recherche.qc.ca/blogue/quest-ce-que-lextractivisme

ÉCOLOGIE ET HYPOCRISIE

Au-delà des impacts économiques, il y a les conséquences environnementales. L'activité minière contamine de nombreuses rivières, et l'écosystème souffre de l'extraction des richesses du sol. Carlos est pragmatique : « Le problème, c'est que si nous ne faisons pas ça, nous n'aurons littéralement rien à manger. »

Dûs à la faiblesse technologique et scientifique du pays, les coûts engendrés pour limiter la pollution sont trop importants. La communauté internationale réclame, pourtant, que des initiatives soient mises en place en ce sens[3].
« Pour être honnête, nous avons l'impression, en Amérique du Sud, que l'attitude des pays développés est hypocrite. Ces mêmes Etats qui doivent leur croissance à la révolution industrielle et à l'achat massif de matières premières que nous avons fournies nous demandent maintenant de prendre soin de la planète. »



Pour Carlos, la clé serait un transfert gratuit des technologies européennes et américaines en matière d'écologie, ou que des chercheurs viennent aider des professionnels autochtones pour mettre en place des programmes d'étude et de recherche efficaces. Mais il ne se fait pas d'illusion sur cette possibilité.
Si Veronica parle aussi d'hypocrisie, il s'agit de celle des politiciens locaux. Les discours politiques font régulièrement référence à la « Pacha mama » [la Terre mère, ndlr.] et à d'autres croyances ancestrales écologiques. Veronica affirme pourtant qu'aucune loi n'est mise en place pour prendre soin des ressources et des terres boliviennes. Elle déplore aussi le manque de sensibilisation de la population. Le sujet n'est que trop rarement amené dans le débat public. Daniel confirme : « Le Bolivien vit le présent, pas le futur ».

« Pour être honnête, nous avons l'impression, en Amérique du Sud, que l'attitude des pays développés est hypocrite. Ces mêmes Etats qui doivent leur croissance à la révolution industrielle et à l'achat massif de matières premières que nous avons fournies nous demandent maintenant de prendre soin de la planète. »

QUITTER LA BOLIVIE

Face à ces différentes difficultés, la tentation de tenter sa chance ailleurs est grande. D'après Veronica, beaucoup de professionnels de la santé s'expatrient en Argentine car les possibilités pour exercer la profession médicale sont plus nombreuses. Cela signifierait cependant se séparer du noyau familial, un facteur qui retient fortement Veronica.

« Nous sommes un peuple travailleur par essence », dit Carlos. « Grâce à cette mentalité, un grand nombre de Boliviens ont très bien réussi leur vie à l'étranger. En Bolivie, on ne peut pas développer une carrière car tout est lié à la politique. Veronica est médecin et elle n'arrive pas à trouver un poste stable car elle n'est pas affiliée à un parti. Mon frère est ingénieur mais comment peut-il trouver du travail si on n'accorde pas d'intérêt au développement technologique ? Nous aimons notre pays, mais cette influence des partis politiques couplée au manque de développement de certains secteurs font que partir à l'étranger est une pensée qui ne nous quitte jamais vraiment. » Si lui ne quitte pas sa terre natale, peut-être que sa fille le fera. Carlos est déterminé à lui donner les ressources pour qu'elle puisse faire ce choix sereinement.

Veronica nourrit également de sérieux doutes quant à un avenir professionnel stable dans sa patrie. « Nous avons besoin d'exercer notre profession pour survivre, bien sûr, mais aussi parce que nous y avons investi du temps. Mais travailler dignement n'est pas possible en Bolivie… Car une carte de parti vaut plus qu'un diplôme ».



GUILLAUME BARTHOLOMÉ,
volontaire dans l'équipe de rédaction Magma

3 - Moïse Tsayem Demaze, « Les conventions internationales sur l'environnement : état des ratifications et des engagements des pays développés et des pays en développement », L'Information géographique, vol. 73, no. 3, 2009, pp. 84-99.

Migrants et acteurs du changement !

Destin a rencontré Abdelhak Ziani, membre du « Collectactif », un collectif Bruxellois créé en 2013 à l'initiative de personnes sans-papiers, dans le but de s'assurer une sécurité alimentaire à travers la récupération de nourriture destinée à la poubelle ! Avec cette initiative, le collectif démontre que les réponses aux enjeux écologiques peuvent s'initier à partir de la réalité des personnes les plus précarisées, et que ces dernières sont aussi des citoyens acteurs du changement.

Comment le collectactif a-t-il été créé ?

En 2013, je travaillais pour l'asbl Pigment, qui était un accueil de jour pour les personnes sans-papiers et sans-abri. Nous étions en contact avec des collectifs de personnes sans-papiers, notamment le collectif « Sans-papiers Belgique ». Ensemble, nous avons constaté que nous étions face à deux problèmes : le fait que la lutte politique pour la régularisation des sans-papiers n'aboutissait pas, et le fait que l'accès à l'alimentation n'était pas du tout assuré pour tous. Nous avons réfléchi à changer d'approche par rapport à la question migratoire, pour ne plus être dans un rapport frontal avec les politiques. En tant que personnes sans-papiers, nous avons voulu transformer un problème en solution. Donc, nous avons transformé les problèmes du non-accès à l'alimentation et du gaspillage alimentaire par la solution de la récupération, pour offrir une alimentation durable aux personnes qui se trouvaient dans différentes précarités.

Comment ça se passe dans la pratique ?

Nous avons eu un accord avec des abattoirs, et, chaque semaine, nous récupérions une tonne et demi de fruits et légumes ! C'est une quantité absolument énorme ! Il y avait pas mal de gens qui venaient déjà aux abattoirs récupérer de la nourriture par-ci par-là, mais nous avons voulu organiser la récupération et le partage, pour que cela se passe de manière digne. Dans un entrepôt mis à notre disposition, nous avons travaillé avec des bénévoles pour le tri et la distribution.



ZIANI ABDELHAK

Comment la question écologique s'inscrit dans votre action ?

C'est une réflexion qui est venue par après. Avec cette action, nous avons d'abord voulu répondre à un besoin. Ensuite, nous avons voulu changer d'approche dans la manière dont nous portions le combat des personnes migrantes. La lutte frontale se déroulait un peu dans une sorte de monopole de la souffrance. Nous avons voulu montrer que nous pouvions aussi adhérer aux aspirations sociales, et notamment écologiques, de la société d'accueil, en devenant nous aussi des acteurs du changement. La question écologique se concentre souvent dans les mains d'une classe sociale privilégiée. Pourtant, la récupération alimentaire, c'est un geste écologique, qui répond aussi à un réel besoin concret et immédiat.

Quel est votre message au monde politique ?

Le monde politique est démissionnaire sur les questions et les préoccupations des personnes migrantes et sans-papiers. C'est ici que nous intervenons, en tant que citoyens, avec des actions qui viennent combler les vides structurels. En 2015, lors de la crise de l'accueil[1], nous sommes allés au parc Maximilien, et y avons ouvert une cuisine. Notre message était : « Les sans-papiers accueillent les réfugiés ! » Nous voulions démolir la concurrence et la division qui est mise par l'Etat entre les « bons » et les « mauvais » migrants. Avec le collectactif, nous avons aussi mené une réflexion sur la citoyenneté. La citoyenneté que l'Etat ne reconnaît pas aux personnes sans-papiers, nous la prenons en devenant des acteurs actifs sur les questions importantes de la société d'accueil. Aujourd'hui, nous voulons dire, notamment au secrétaire d'Etat à l'asile et à la migration, qui ne veut pas nous écouter, que les sans-papiers sont là depuis des années, qu'ils ont démontré qu'ils étaient capables d'apporter un plus à cette société, et qu'il est temps de réellement reconsidérer les termes et lois qui régissent aujourd'hui l'accueil de manière insensée !

Et votre message aux citoyens ?

Qu'il ne faut pas tomber dans la résignation, surtout en cette période difficile, mais qu'il faut entretenir et construire des rapports d'empathie et de solidarité. Il faut penser global, tout en agissant local, en mettant les gens en lien.

Aujourd'hui, c'est quoi le collectactif ?

C'est un groupe de personnes bénévoles socialement mixte, qui inclut les bénéficiaires dans sa réflexion et action. Nous avons maintenant un grand local, près de la gare de l'Ouest, dans lequel nous avons mis plusieurs projets en œuvre. Nous distribuons toujours des colis alimentaires. Nous avons aussi une friperie, un potager intérieur, une cuisine communautaire, un atelier de récupération de palettes pour en faire des meubles, un atelier de réparation de vélos, un studio d'enregistrement et un projet radio ! Et nous avons hâte de pouvoir ouvrir tout ça de manière plus large au public !



DESTIN CHATUE,
volontaire dans l'équipe de rédaction Magma

1 - En 2015, le nombre de demandes d'asile déposées en Belgique double par rapport à l'année précédente. L'accueil de ces personnes n'est pas du tout assuré par l'Etat et un grand nombre de personnes dorment au parc Maximilien à Bruxelles. Aujourd'hui, beaucoup de personnes migrantes, qu'elles soient en transit ou demandeuses d'asile, sont encore contraintes de dormir dans ce parc.

MAGAZINE MIXITÉ ALTÉRITÉ
magma

MIGRATIONS CLIMATIQUES : QUE FONT LES DIRIGEANT.E.S ?



"Migration climatique : IL Y A URGENCE!"

Selon Danaé C., «il faut dès maintenant réfléchir à comment préparer dignement l'accueil des personnes qui vont migrer en raison des changements climatiques». Cette travailleuse dans l'accueil des personnes migrantes en Belgique nous alerte sur les enjeux importants de ce type de migration.

POUVEZ-VOUS VOUS PRÉSENTER ?

Bonjour, je m'appelle Danaé et je suis spécialisée en migration et en genre. Depuis 6 ans, je travaille dans un type de migration particulier qui s'appelle la migration forcée. J'ai travaillé avec des réfugiés au Moyen-Orient, principalement des Syriens, dans les camps. Depuis plusieurs années, je suis en Belgique et je travaille dans l'accueil des demandeurs d'asile.

POURQUOI AVEZ-VOUS PARTICIPÉ AU PROJET ORGANISÉ PAR MAGMA ?

J'ai décidé de participer au projet organisé par Magma parce que je pense que la migration climatique va devenir de plus en plus importante dans les années à venir et qu'il est important dès maintenant de réfléchir à ces enjeux et comment préparer dignement l'accueil des personnes qui vont être forcées à migrer en raison des changements climatiques.



DANAÉ C. © HOMAM DAOUD

POUVEZ-VOUS ME DÉFINIR LA « MIGRATION CLIMATIQUE » ?

La migration climatique, pour moi, c'est le fait qu'une personne soit forcée de quitter le pays dans lequel elle est née pour des raisons liées au climat et au changement climatique, plus précisément.
Je peux donner quelques exemples. Le premier exemple, en Afrique subsaharienne. On voit qu'il y a de plus en plus de désertification. Donc un petit agriculteur ne va plus parvenir à subvenir à ses besoins parce qu'il ne parvient plus à faire pousser les plantes qu'il faisait pousser d'habitude. Et donc, il va devoir migrer, aller plus loin.

Un deuxième exemple fort connu, c'est celui qui va arriver dans les années à venir. Des îles qui seront probablement immergées parce que le niveau des eaux augmentera. Toutes les personnes qui vivent sur ces îles, évidemment, vont devoir migrer vers un autre pays.

Le troisième exemple que l'on peut donner, c'est celui qui est lié aux *conflits* causés par les changements climatiques. Et parce qu'il y a des changements climatiques, les ressources vont devenir de plus en plus rares. On a moins d'eau, moins de nourriture et donc ça va favoriser malheureusement les tensions entre des populations. Et ça va augmenter le nombre de conflits et de guerres, ce qui, à son tour, va provoquer de plus en plus de migrations.

l'Organisation internationale pour les migrations estime que d'ici à 2050, on pourrait avoir jusqu'à 250 millions de réfugiés climatiques.

«Et puis, sensibilisez, parlez-en à vos proches, parlez-en à vos amis et faites que tout le monde ait envie d'agir pour sauver le climat et accueillir dignement les migrants qui seront obligés de quitter leur "chez eux".»

EST-CE QUE C'EST POSSIBLE D'AVOIR LE STATUT DE « RÉFUGIÉ CLIMATIQUE » ?

Dans le monde actuel, la base juridique qui constitue le cadre d'accueil des populations réfugiées, c'est la Convention de Genève de 1951. Cette convention explique qu'une personne peut obtenir le statut de réfugiée sur base d'une persécution personnelle pour cinq motifs sa race, sa religion, sa nationalité, ses opinions politiques ou bien son appartenance à un groupe social déterminé. Il n'y a pas pour le moment, au sein de cette définition juridique, un critère lié au climat et donc il n'est pas possible actuellement d'être reconnu réfugié climatique.

Pour l'instant, en Belgique, il n'est pas possible d'obtenir le statut pour motif climatique parce que dans la convention que nous utilisons, ce motif n'est pas inscrit noir sur blanc.

Ces dernières années, on a eu un cas intéressant qui a été revu à l'échelle internationale. Un monsieur a demandé à la Nouvelle-Zélande la protection internationale, donc le droit d'asile, sur base du fait qu'il ne parvenait plus à subvenir à ses besoins, aux îles Kiribati, en raison des changements climatiques. La Nouvelle-Zélande ne lui a pas accordé cette protection, mais le Comité des droits de l'homme a reconnu qu'à l'avenir, les Etats devraient prendre en compte ce facteur, à l'heure notamment, par exemple, de décider de renvoyer quelqu'un dans son pays. Donc il y a un droit de « **non-refoulement** » vers le pays, si on peut prouver que la personne aura une menace pour sa vie ou bien une menace pour ses conditions de vie en raison du changement climatique.

AU NIVEAU DES PROCÉDURES D'ASILE. QUE PROPOSEZ-VOUS COMME SOLUTIONS ?

Je pense qu'il y a deux solutions. Il peut y avoir un débat vraiment à l'échelle internationale pour éventuellement ajouter un motif climatique à la Convention de 1951 sur le statut des réfugiés. Ou bien alors, à l'échelle plutôt nationale, la Belgique pourrait inclure une clause, par exemple, dans la loi des étrangers, qui permettrait à quelqu'un d'avoir une régularisation, un titre de séjour à ce motif.

QUE DONNEZ-VOUS COMME CONSEILS ?

Si je devais donner deux conseils, je vous dirais restez informés. Maintenant, vous avez accès à toute l'information que vous souhaitez sur Internet. Donc lisez, regardez des documentaires, tout est là. Et puis, sensibilisez, parlez-en à vos proches, parlez-en à vos amis et faites que tout le monde ait envie d'agir pour sauver le climat et accueillir dignement les migrants qui seront obligés de quitter leur "chez eux".

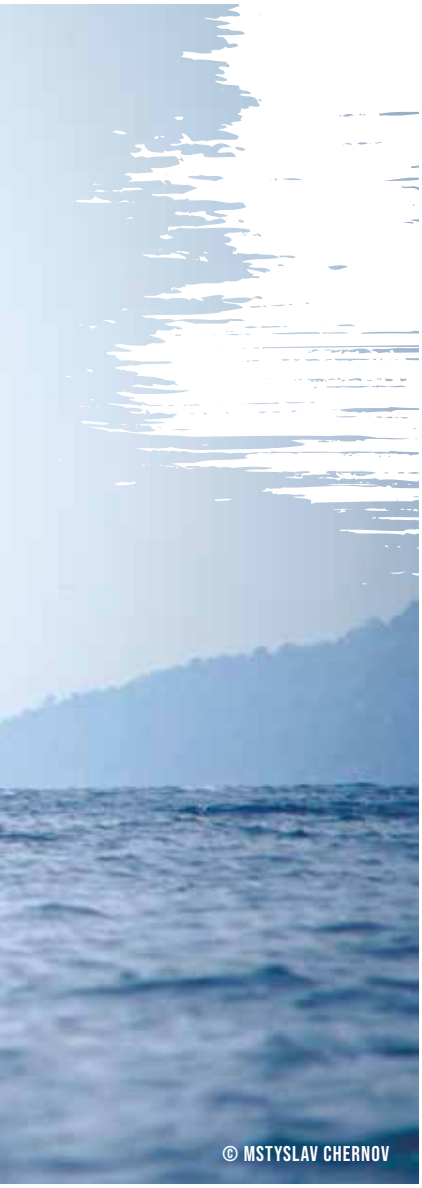


HOMAM DAOUD,
volontaire dans l'équipe de rédaction Magma

LES « REFUGIÉ.E.S CLIMATIQUES » : ÇA N'EXISTE PAS ?



Le changement climatique et la migration sont deux phénomènes au cœur de l'actualité récente. Souvent abordés séparément, il apparaît désormais indispensable de voir le lien étroit qui les unit. La notion de « réfugié.e climatique » devient primordiale, et pour Jessica Blommaert « il faut permettre d'ouvrir des voies légales et sûres pour pouvoir protéger ces personnes ».


© MSTYSLAV CHERNOV

QU'EST-CE QU'UN.E RÉFUGIÉ.E CLIMATIQUE ?

Juriste de formation travaillant au service politique de l'ASBL CIRÉ, Jessica Blommaert explique que le terme « réfugié.e climatique » est erroné puisque juridiquement inexistant. En effet la Convention de Genève de 1951 définissant le terme de « réfugié.e » ne prend pas en compte les « réfugié.e.s climatiques ». Selon elle, il est préférable de parler de migrant.e.s de l'environnement. On englobe avec ce terme les victimes directes du changement climatique mais aussi les personnes qui voient leur habitat et leur environnement se dégrader.

QUELLE PROTECTION POUR CES MIGRANT.E.S DE L'ENVIRONNEMENT ?

Jessica Blommaert a travaillé sur la question il y a quelques années et a notamment rédigé le compte rendu d'une journée d'étude organisée en 2010 sur cette thématique[1]. Elle connaît le problème du vide juridique lié à la protection de ces migrant.e.s de l'environnement et explique que la Convention de Genève, ratifiée par de nombreux États, prévoit un statut de protection uniquement dans certains cas. Pour être reconnu.e réfugié.e, il faut que la personne craigne une persécution liée à un des cinq motifs énoncés dans la Convention, à savoir sa race, sa religion, sa nationalité, son appartenance à un certain groupe social ou ses opinions politiques. Elle souligne qu'« aujourd'hui, la Convention n'est pas adaptée et ne prévoit pas en tant que tel le fait de pouvoir demander d'être reconnu.e réfugié.e sur base d'une crainte liée à la dégradation de l'environnement.»

VERS LA CRÉATION D'UN STATUT SPÉCIFIQUE ?

Une révision de la Convention de Genève pour y introduire un motif lié à l'environnement n'est pas sans risque, selon Jessica Blommaert. Les États les plus réticents pourraient en profiter pour revoir à la baisse les motifs existants pour être reconnu.e réfugié.e.
Le CIRÉ, en sa qualité d'ASBL défendant les droits des personnes migrantes, a notamment publié un article sur le sujet[2]. Jessica Blommaert explique que l'ASBL penche plus en faveur de la création d'une nouvelle convention internationale prévoyant un statut protégeant les droits fondamentaux de tous les déplacés environnementaux, qu'ils franchissent une frontière ou non, qu'ils le fassent de manière forcée ou volontaire, et de manière définitive ou temporaire.

Mais la création d'un statut spécifique pour ces migrant.e.s ne résoudrait pas tout. Il faut être conscient que les pays les plus touchés par les effets du changement climatique et la dégradation de l'environnement ne sont généralement pas les États les plus pollueurs[3]. Jessica Blommaert est d'avis que les États les plus pollueurs ont une forme de responsabilité en ce sens, et selon elle « cela permet de faire le lien avec ce que l'on appelle l'injustice migratoire ». Les personnes les plus touchées par les effets du changement climatique sont en effet celles qui vivent dans des pays en développement, dans des conditions d'instabilité et de précarité. Selon elle, la responsabilité des États tient en deux pans : d'une part, il faudrait aider ces pays en allouant des budgets spécifiques pour freiner les effets du changement climatique (c'est un peu le principe du pollueur payeur) ; d'autre part, il faudrait aussi ouvrir des voies légales et sûres si des personnes décident ou sont obligées de migrer.

1 - CIRÉ, Les migrants de l'environnement État des lieux et perspectives, juin 2010, disponible sur https://www.cire.be/wp-content/uploads/2011/11/migrants-environnement.pdf
2 - CIRÉ, Ceci n'est pas un réfugié climatique, avril 2010, disponible sur https://www.cire.be/publication/ceci-n-est-pas-un-refugie-climatique/
3 - CIRÉ, Les migrants de l'environnement État des lieux et perspectives, juin 2010, disponible sur https://www.cire.be/wp-content/uploads/2011/11/migrants-environnement.pdf

QUELLES SONT LES ACTIONS DES ASSOCIATIONS BELGES POUR AIDER CES MIGRANT.E.S ?

Le statut de « réfugié.e climatique » n'existant pas, les migrant.e.s « n'invoquent en général pas pour seul motif le réchauffement climatique ou la dégradation de l'environnement dans leur pays d'origine ». À la connaissance de Jessica Blommaert, aucune initiative d'accueil spécifique n'est prévue pour ces personnes puisqu'elles n'existent pas juridiquement. Elle explique que le travail d'ONG comme le CIRÉ se concentre sur le plaidoyer. Elles essayent d'attirer l'attention des décideurs politiques aux niveaux belge et européen sur les problématiques liées aux effets du changement climatique, et sur la protection des droits fondamentaux de ces migrant.e.s.

« À la connaissance de Jessica Blommaert, aucune initiative d'accueil spécifique n'est prévue pour ces personnes puisqu'elles n'existent pas juridiquement. »

L'AFFAIRE TEITIOTA : UNE LUEUR D'ESPOIR ?

Récemment une lueur d'espoir est apparue dans la question de la reconnaissance des migrant.e.s de l'environnement, avec l'affaire Teitiota. Monsieur Teitiota vit sur une île du Pacifique durement touchée par les effets du changement climatique. Il a demandé le droit d'asile en Nouvelle-Zélande mais cette dernière lui a refusé ce droit et l'a renvoyé dans son pays d'origine[4]. Il a alors porté l'affaire devant le Comité des droits de l'homme de l'ONU. Jessica Blommaert rappelle que le Comité ne rend que des décisions individuelles et non contraignantes. Il a pour rôle de contrôler si les États respectent bien le Pacte international relatif aux droits civils et politiques, qui comprend notamment le respect du droit à la vie et le droit de ne pas être soumis à la torture ou à des traitements inhumains dégradants. Bien que confirmant la décision de la Nouvelle-Zélande de renvoyer M. Teitiota dans son pays parce qu'il n'y avait pas de danger assez imminent, le Comité a été plus loin en donnant un avertissement aux États. Comme le souligne Jessica Blommaert, cette décision du Comité indique que les États ont une responsabilité dans ce qu'il se passe. Lorsque des personnes n'ont pas d'autre choix que de quitter leur pays pour demander une protection en raison des effets du changement climatique, les États ont des obligations internationales par rapport à elles. « Le Comité donne un signal non seulement aux États, mais aussi aux personnes qui pourraient être victimes », et c'est en cela que c'est positif, souligne Jessica Blommaert. Les potentielles futures victimes savent qu'elles pourront sans doute saisir ce Comité concernant une violation du droit à la vie ou du droit de ne pas être soumis à des traitements inhumains et dégradants pour des raisons liées au changement climatique.

QUEL FUTUR ?

Le débat sur la reconnaissance juridique des migrant.e.s de l'environnement est plus que jamais d'actualité. Pour Jessica Blommaert, si la route est encore longue au vu de la réticence de nombreux pays à créer un statut spécifique pour les migrant.e.s de l'environnement, il faut continuer d'y travailler.



LUCIE BREYER,
volontaire dans l'équipe de rédaction Magma

4 - Amnesty International, ONU. Décision historique en faveur des personnes déplacées en raison du changement climatique, 20 janvier 2020, disponible sur https://www.amnesty.org/fr/latest/news/2020/01/un-landmark-case-for-people-displaced-by-climate-change/

Trois questions à :

Kalvin Soiresse, député écolo au parlement de la fédération Wallonie-Bruxelles

LE PARTI ÉCOLO A-T-IL DES PROPOSITIONS POUR INCLURE LES PERSONNES MIGRANTES DANS LES RÉFLEXIONS ÉCOLOGISTES ?

Tout d'abord, ce n'est pas parce que l'on est migrant que l'on ne peut pas participer aux réunions d'Ecolo. Ecolo ouvre ses réunions à tout le monde, y compris aux personnes migrantes, et y compris aux personnes sans-papiers. Nous avons des relations assez fortes avec des organisations de personnes migrantes, comme la Voix des Sans-papiers, par exemple, avec qui nous avons des contacts réguliers et avec qui nous travaillons sur des thématiques qui touchent à la migration. Nous travaillons aussi avec des organisations comme le CIRE ou le MRAX, qui s'occupent des personnes migrantes. Cela nous permet d'affiner notre vision, et de nous donner une ouverture à la réflexion écologiste sur les questions d'égalité des droits, d'intégration, de prise en charge des personnes migrantes en Belgique, des centres fermés, etc. Ces discussions permettent d'inclure leur vision dans la réflexion d'Ecolo.

COMMENT PENSEZ VOUS QU'IL FAILLE ENCADRER LA MIGRATION CLIMATIQUE ?

Du point de vue de l'écologie politique, la migration doit s'envisager par rapport à l'action que nous avons vis-à-vis des pays d'origine des personnes migrantes. Nous devons réfléchir à la manière dont les Etats occidentaux se positionnent par rapport aux conflits, par rapport à la dégradation de la biodiversité, mais aussi à l'accélération des phénomènes liés au changement climatique, comme les sécheresses, les catastrophes naturelles. Nous devons prendre en compte les impacts de ces phénomènes sur le déplacement des populations. A travers l'action climatique, comme celle des Accords de Paris, nous devons penser la justice climatique. Les pays dont partent les migrants subissent les conséquences du réchauffement climatique, alors que les émissions des gaz à effet de serre, mais aussi la manière de consommer qui dégrade le climat, partent de nos sociétés.
Nous pensons que, à travers les accords internationaux et le multilatéralisme[1], nous devons œuvrer à la justice climatique. Cela passe par une indemnisation des pays subissant les conséquences du changement climatique. Il s'agit aussi de travailler avec ces pays et leur société civile pour arriver à une politique internationale, notamment économique et commerciale, les favorisant. Il faut éviter que notre politique commerciale n'engendre plus de dégâts sur l'environnement des personnes vivant dans ces pays et les forçant à partir. Par exemple, nous devons éviter que les multinationales, par leurs activités, empêchent les habitants d'avoir accès à leurs ressources, comme c'est le cas actuellement avec la pêche au Sénégal.

Nous devons aussi penser à un cadre d'accueil juste et solidaire en Europe, pour que les personnes puissent arriver de manière sûre, et sans risquer leur vie. Il faut, par exemple, réformer le règlement de Dublin[2].

CONNAISSEZ-VOUS L'ÉCOLOGIE DÉCOLONIALE ET QUEL LIEN VOYEZ-VOUS AVEC LA MIGRATION ?

L'écologie décoloniale est basée sur une prise en compte de l'histoire coloniale dans les réflexions écologistes. Cela concerne la manière dont les questions liées aux enjeux environnementaux, de biodiversité, de répartition des richesses à travers monde, se posent. Il faut penser comment les injustices historiques, liées au phénomène colonial, ont entraîné des bouleversements, par le passé, mais également encore aujourd'hui, en termes d'exploitation des ressources dans les pays du Sud. Le système colonial et certaines pratiques présentes qui ont été héritées ont des conséquences concrètes sur la vie des personnes. Ces conséquences sont notamment liées à la destruction de leur environnement, à l'exploitation de leurs ressources, etc. et tout ça les pousse alors à partir.



JESSIE TSHIASUMA,
volontaire dans l'équipe de rédaction Magma

1 - Mode d'organisation des relations entre Etats qui est basé sur la coopération de ces derniers (au moins 3) pour établir des règles communes
2 - Le but du Règlement Dublin est de déterminer l'État européen – un seul – responsable d'examiner la demande d'asile d'une personne exilée arrivée sur le sol européen. L'efficacité et la justice de ce règlement sont très controversées.

MAGAZINE MIXITÉ ALTÉRITÉ
magma

SE MOBILISER !



COMMENT ACCEPTER?

COMMENT ACCEPTER ?

Comment accepter après la catastrophe de Bhopal, après Tchernobyl, après Fukushima, après l'incendie de l'usine Lubrizol à Rouen, après l'explosion au port de Beyrouth ? Comment accepter de rester les bras croisés ? Comment accepter de se tenir tranquille ? Comment accepter d'attendre sans rien faire que cette funeste série d'événements s'allonge ?

COMMENT ACCEPTER ?

Comment accepter après le massacre des Italiens à Aigues-Mortes, après les naufrages de migrants à Lampedusa, après le camp de Kilis, après les horreurs du parc Maximilien ? Comment accepter de rester passif devant les métastases du racisme qui gangrènent l'âme de la société ?

COMMENT ACCEPTER ?

Comment accepter d'entendre l'histoire de ce jeune Guinéen, expulsé de la Belgique où il avait trouvé un métier et l'amour ? Son village entier s'était cotisé pour l'envoyer en Europe où il pourrait gagner un peu d'argent et aider le clan à sortir la tête de l'eau. Comment accepter de porter cette honte ? La sienne, celle de l'échec dans son odyssée ; la nôtre, de l'avoir anéanti dans ses rêves, d'avoir brisé ses chances de survie : sans état d'âme.

COMMENT ACCEPTER ?

Comment accepter de savoir que cet adolescent Afghan, expulsé de même, s'est noyé dans la mer en tentant de revenir ? Comment accepter que l'idée même de la mort lui semblait peu de choses en comparaison de la misère et des charniers ?

COMMENT ACCEPTER ?

Comment accepter les interrogatoires interminables, les questions sans queue ni tête, quand des fonctionnaires évaluent la légitimité de donner l'asile à une Congolaise ? Comment accepter de s'interroger sur le fait de la renvoyer à l'emprisonnement à vie ou à la peine capitale ?

ET POURTANT, NOUS L'ACCEPTONS !

Nous? Mais oui ! Nous tous... Avec nos décideurs politiques, nos professeurs d'université, nos chercheurs, nos cadres supérieurs, nos entrepreneurs, nos traders, nos boutiquiers, nos badauds, nos jeunes et nos moins jeunes, nos oppresseurs, nos dominants, nos privilégiés. Nous : notre société occidentale.

Nous l'acceptons, nous nous y résignons parce qu'après tout, qu'y pouvons-nous? Le réchauffement climatique? Pas nous. La colonisation ? Pas nous. Le néolibéralisme à outrance? Pas nous. Le patriarcat ? Pas nous. Les flux migratoires? Pas nous.
Pas nous. Pas nous. Pas nous.

« Mon voisin, il fait pire que moi. Il roule en Range Rover » ; « Ce sont les Américains, les Chinois, les pays de l'OPEP, les plus gros pollueurs » ; « Ce n'est quand même pas de ma faute si nos ancêtres ont envahi l'Afrique, et l'Asie, et l'Amérique du Nord, et l'Amérique du Sud et le monde entier ! » ; « Il faut quand même se méfier des islamo-bobo-gauchistes » ; « Elle a quand même pas tort sur tout Marine Lepen » ; « N'empêche, il faut protéger nos racines judéo-chrétiennes ».

Entre l'acceptation, la résignation et le déni, il n'y a qu'un pas. Un pas que nos compatriotes, que nos représentants, que nos philosophes n'ont pas hésité à franchir... que NOUS n'hésitons pas à franchir. À quoi bon se remettre en question, si l'on peut se dédouaner de tous les maux ? À quoi bon subir les conséquences du réchauffement climatique et de la migration quand on se persuade d'être étranger à leurs causes ? À quoi bon s'imposer des efforts alors que d'autres n'en font soi-disant aucun ?

Alors la responsabilité, qui aura la charge de la porter ? Au jour où des familles entières sont déportées à cause d'incendies en Australie, au Brésil ou en Californie ? Au jour où des ouragans emportent des villages entiers dans les Caraïbes ? Au jour où des agriculteur.trice.s voient leurs cultures dévastées par des inondations en Asie ? Au jour où des criquets envahissent la corne de l'Afrique ? Au jour où l'aridité du Sahara devient telle qu'elle empêche toute vie d'y fleurir et repousse les clans multiséculaires hors de ses entrailles ? Au jours où l'érosion des côtes laisse gonfler la mer au-delà des terres arables ? Qui portera la responsabilité du dérèglement climatique et de ses conséquences ? Qui ?

Et, l'une de ses conséquences, on la voit poindre. Non pas à l'horizon lointain, mais notamment aux portes de l'Europe. Des centaines de milliers d'individus sont contraints à l'exode, contraints de fuir devant les éléments déchaînés, devant la fureur d'une Gaïa martyrisée et de chercher l'asile climatique, en Belgique ou ailleurs.

Et pendant ce temps, pendant que ces gens souffrent, se ruinent, se battent en quête d'un abri, nos hémicycles débattent de l'islamisme, du port du voile, de « crises » migratoires, d'expulsions, de centres fermés, d'eugénisme. Pendant ce temps, Théo Franken dîne avec les anciens amis du troisième Reich. Pendant ce temps, Charles Michel rend visite au groupe de Visegrád, à Orban & Cie. Pendant ce temps, Darmanin et Lepen flattent leur ego sur les plateaux de télévision. Pendant ce temps, Éric Zemour s'égosille sur le grand remplacement. Pendant ce temps, le parti Nation organise des pèlerinages dans des châteaux moyenâgeux et réécrit l'histoire.

Pendant ce temps, surtout, nous les laissons faire. Mais dans ce laisser-faire, c'est une part de notre humanité que nous abdiquons.

La civilisation affronte le plus grand défi de tous les temps ; nos femmes et nos hommes politiques continuent d'avancer, avec comme unique vision les prochaines élections.

Alors, comment accepter ? Comment accepter sans sourciller cet état de fait ? Comment accepter de surseoir aux actions directes ?

Et nous l'acceptons...

Mais le sursaut du réveil a débuté ! Les jeunes, les femmes, les immigré.e.s, les travailleur.euse.s précaires, les étudiant.e.s, les concerné.e.s, les discriminé.e.s, ont commencé à lutter !

Ils déconstruisent le vieux monde, ils abattent les murs, battent les frontières en brèche, militent pour une justice climatique et sociale, accueillent les infortuné.e.s, détricotent les résidus nauséabonds de la thésaurisation, arrachent le pouvoir aux mains des nanti.e.s ; Ils déconstruisent le vieux monde pour en bâtir un nouveau.

Pour établir, une société idéale, une société égalitaire, une société libertaire, une société inclusive.

Ils reconstruisent le monde avec comme fondement l'amour de la Nature, avec comme fondement la parité entre sœurs et frères, avec comme fondement la démocratie directe, avec comme fondement la collaboration de toutes et tous.

Et à cette question : comment accepter ? Ils répondent, en chœur : **Nous ne l'accepterons jamais !**

Et toi ? Et moi ? Et nous tous ? Quel camp déciderons-nous de choisir ? Parce que le temps est venu d'abandonner la passivité et d'affronter les enjeux migratoires et climatiques, ensemble !



COLIN BERTRAND,
volontaire dans l'équipe de rédaction Magma

Migration et climat DANS LE CINÉMA

La question du climat et des migrations est une question dont on parle de plus en plus comme d'un appel à l'action. Je vous présente ici différents documentaires, afin que les jeunes et moins jeunes, aient un aperçu sur les différentes réalités liées à ces questions, et rejoignent les différentes initiatives pour les personnes migrantes et le souci de l'environnement !



DE PLEIN FOUET. LE CLIMAT VU DU SUD.

Réalisation de Geert de Belder, de la Wereldmediatheek asbl

Le changement climatique devient progressivement une catastrophe humanitaire, qui ajoute de plus en plus de victimes. C'est pourquoi le cinéaste a décidé de se rendre dans différents endroits du monde comme l'Équateur, le Bangladesh ou le Togo, où, à travers le témoignage de différentes victimes, il montre la réalité du réchauffement climatique et combien de personnes n'ont pas le choix de s'adapter à cette réalité difficile.



JE N'AIME PLUS LA MER

Réalisation de Idriss Gabel

Ce documentaire raconte, à travers la voix des protagonistes, l'histoire d'enfants réfugiés qui ont dû faire face à d'énormes quantités de danger pour atteindre l'Europe et, ici en Belgique, commencer une nouvelle vie. Il nous permet d'écouter et de savoir ce qu'est la vie pour eux, dans un centre d'accueil de la Croix-Rouge, et de comprendre tout ce qu'ils vivent pour s'adapter et faire de cet endroit le leur, qui est pourtant si différent d'où ils viennent.

RÉFUGIÉS CLIMATIQUES : LA VÉRITABLE CATASTROPHE ENVIRONNEMENTALE

(Ce documentaire est disponible en Espagnol !)
Réalisation de Lucía Elizabet Rucoba Hernández y Nikita Alejandra Palomino Pando

Depuis 1990, la migration climatique a augmenté rapidement et beaucoup plus de familles ont dû mettre beaucoup de choses derrière elles pour trouver un endroit pour refaire leur vie, et trouver la stabilité que le changement climatique leur a enlevée. Ce documentaire montre comment le changement climatique a eu un effet dans différentes parties du monde, et particulièrement dans les endroits les plus pauvres. Ces derniers subissent les effets de la pollution des métropoles, ce qui a généré et augmenté chaque année le nombre de personnes forcées de quitter leur foyer en raison des effets de ce problème.



AVANT LE DÉLUGE

Réalisation : Fisher Stevens

Dans ce documentaire, nous pouvons voir le voyage de Leonardo Di Caprio à travers le monde où il rencontre différents dirigeants politiques, religieux, tels que l'ancien président Barack Obama, l'ancien secrétaire de l'ONU Ban Ki-moon, le pape François, ou encore des travailleurs de la Nasa et écoute leurs opinions. Il va également à la rencontre des dirigeants locaux, où ils montrent les réalités spécifiques des différents endroits touchés par le réchauffement climatique. Il réfléchit à comment nous pouvons contribuer et travailler ensemble, en tant que société, pour résoudre ce problème qui nous touche tous. Ce documentaire nous permet de voir l'impact que la pollution génère, à la fois dans les grands espaces et dans les endroits où nous vivons au jour le jour.



RAFAEL VALDES DAUSSA,
volontaire dans l'équipe de rédaction Magma



LES FILS DE L'HOMME

Les documentaires, les podcasts, est-il possible de s'informer sur des sujets comme l'écologie et l'immigration en s'amusant ? Non. En tout cas, pas en regardant « Les Fils de l'homme ». Ce film d'Alfonso Cuarón sorti en 2006 met en scène un monde en ruine suite à une série de pandémies, guerres et autres catastrophes écologiques. Cela fait 18 ans qu'aucune femme n'est tombée enceinte sur Terre à l'exception de Kee, une jeune réfugiée Africaine, cachée par un groupe d'activistes écologiques, au Royaume-Uni. Le spectateur suivra alors Theo, un ancien militant devenu employé de bureau, qui tente de mener Kee en lieu sûr, auprès d'un groupe de mystérieux scientifiques nommés « Renouveau planétaire ». S'il est clair que « Les Fils de l'homme » vous laissera une désagréable impression que tout est fichu tout au long de son visionnage, il n'en reste pas moins un film extrêmement marquant, puissant et qui ne laissera pas indifférent face aux diverses alertes qu'il lance.

FINAL FANTASY VII

Classique du jeu vidéo, la saga Final Fantasy a débuté en 1987. Toutefois, c'est en 1997 que la série explosera grâce à son septième épisode. Dans celui-ci, le joueur incarne Cloud, un ancien soldat devenu mercenaire pour le compte d'un groupe d'éco-terroristes nommé « Avalanche ». Leur but ? S'opposer à l'immense organisation « Shinra » dont la fabrication d'énergie et d'armes implique l'exploitation totale de l'énergie vitale de la planète. Si la structure de base du jeu semble stéréotypée – un héros taciturne sans émotion, qui se découvre peu à peu une humanité et combat une entreprise malveillante – on ne peut que souligner l'anticipation de ses développeurs, qui balayent une foule de sujets bien avant leur arrivée dans le débat public en Europe. Les dérives des monopoles industriels, l'extraction massive des ressources naturelles, les catastrophes écologiques, le nucléaire,… Il est assez surprenant d'imaginer qu'un jeu aussi sérieux ait atterri dans les mains de jeunes adolescents à la fin des années 90. Si vous plonger dans ces thématiques via le jeu vidéo vous intéresse, sachez qu'un remake intitulé « Final Fantasy VII : Remake » est sorti en avril 2020 pour permettre à une nouvelle génération de découvrir ce chef d'œuvre.





GUILLAUME BARTHOLOMÉ,
volontaire dans l'équipe de rédaction Magma



UN VILLAGE QUI COULE

« Il était une fois au Venezuela, Congo Mirador », Documentaire vénézuélien, réalisé par Anabel Rodriguez Rios, et présélectionné pour les Oscars.

Le film, présenté en avant-première dans des festivals en 2020, dresse le portrait de la communauté de Congo Mirador, au Venezuela, dangereusement construite sur pilotis, sur les eaux du lac Maracaibo, où se trouvent plusieurs pétroliers d'un pays qui était le premier exportateur mondial de pétrole brut. Cette population commence à souffrir de la sédimentation et de la pollution de l'eau, dues à l'exploitation du pétrole. Ces phénomènes font crouler les maisons ou détruisent les bases de celles-ci, affectant la vie des familles qui y vivent. Ils y apportent de la saleté, des débris qui tuent les poissons et provoquent des maladies. En plus de ces problèmes naturels, le Congo Mirador souffre de la corruption et de l'inefficacité du gouvernement socialiste, aggravant ses problèmes et conduisant à l'oubli de ce lieu.

Cette histoire nous emmène à l'intérieur de ce village caché, où nous allons connaître deux histoires parallèles mais opposées. Au début, nous rencontrons Tamara Villasmil, une dirigeante communautaire et porte-parole du gouvernement. Nous voyons qu'au sein de cette terrible situation, elle est celle qui vit le mieux à l'intérieur de l'endroit, en essayant de lutter contre l'idée que les dirigeants en lesquels elle croit, participent à l'oubli des gens qui l'entourent. Nous rencontrons ensuite Natalie, une enseignante d'école primaire, qui essaie, par tous les moyens, et malgré de grandes difficultés, d'apporter l'éducation aux enfants. De plus, Tamara veut la remplacer juste parce qu'elle ne partage pas la même idéologie politique.

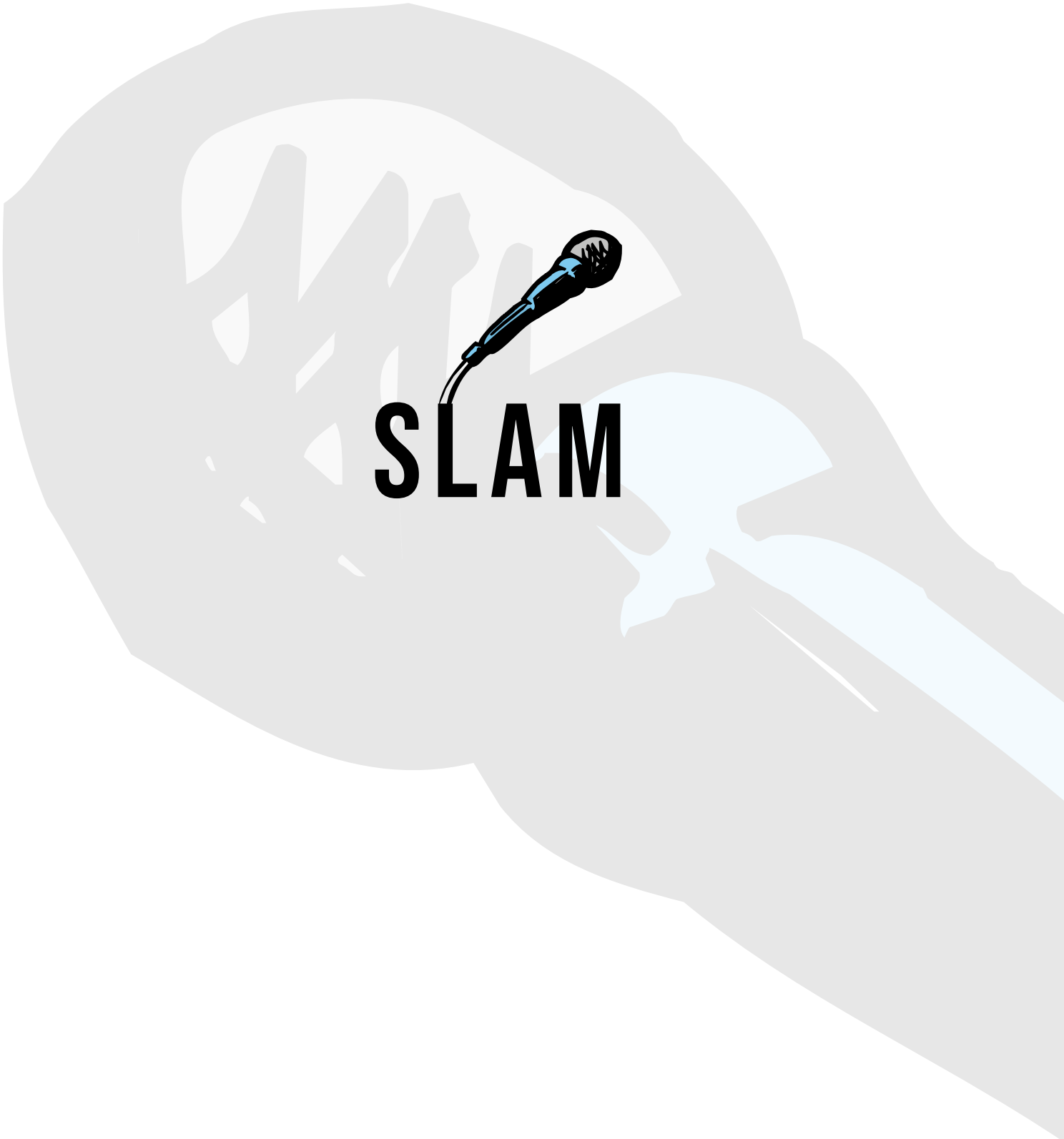
Cette situation est un échantillon, à petite échelle, de la polarisation politique et sociale que le pays traverse. De même, nous pouvons observer, au cours du documentaire, la vie quotidienne des différents habitants, la dynamique sociale et la façon dont ils surmontent les difficultés qui augmentent chaque jour.

Au moment de la sortie de ce documentaire, il ne restait plus qu'environ neuf familles à Congo Mirador. L'eau se situe à moins d'un mètre de profondeur, et la plupart des bâtiments se sont effondrés ou sont inutilisables. Et ce, en raison de la sédimentation et de la négligence des dirigeants politiques. Pourtant, jusqu'en 2013, Congo Mirador était un village composé de maisons sur l'eau, appelées palafitos, avec une population d'environ mille personnes. Elles vivaient principalement de la pêche et du tourisme, avec son emplacement privilégié pour observer les éclairs du Catatumbo . Aujourd'hui, les gens partent avec tout emballé, même leur maison, qu'ils doivent transporter entre deux bateaux vers les villages voisins. Certains doivent tout quitter pour avoir de meilleures opportunités dans d'autres pays.

Aujourd'hui, le Venezuela est le deuxième pays avec le plus grand nombre de personnes qui ont dû quitter leur pays, après la Syrie, en comptant comme raisons : la persécution politique, les raisons économiques et la santé ; mais connaissant des cas comme celui de Congo Mirador, pourrait-on déjà parler de migrants climatiques au Venezuela ?



ROBERTO VALDES DAUSSA,
volontaire dans l'équipe de rédaction Magma



SLAM

JE SUIS PARTIE

JE SUIS PARTIE LE VENTRE VIDE ET L'ESPOIR PLEIN.
CONTRAIREMENT À CERTAIN.E.S QUI, AURAIENT SANS DOUTE AIMÉ ME SUIVRE.
LE SOL SUR LEQUEL JE MARCHE LACÈRE MES PIEDS,
TELLEMENT SEC QUE SEULES CERTAINES ESPÈCES SEMBLENT S'Y ADAPTER.
SUR MA ROUTE, J'AI TENDANCE À ME RETOURNER.
PUISQUE J'ESPÈRE REVENIR ET RETROUVER,
UNE TERRE FERTILE QUE MES DOIGTS POURRONT À NOUVEAU PRESSER.

JE SUIS PARTIE LE VENTRE VIDE ET L'ESPOIR PLEIN,
SANS FRONTIÈRE DANS MA QUÊTE,
CENT FRONTIÈRES DANS LA LEUR :
DU MEXIQUE AUX ETATS-UNIS,
DE L'INDE AU BANGLADESH,
DU ZIMBABWE À L'AFRIQUE DU SUD,
DU YÉMEN À L'ARABIE SAOUDITE.
TANT DE MURS DRESSÉS,
TANT DE FILS ENROULÉS,
POUR BARBELER LA SURVIE DES PEUPLES OUBLIÉS.

J'AI LAISSÉ MA MÈRE ET FAIS FACE À UNE AUTRE.
À CELLE QUI M'A INONDÉE DE PEUR LORSQU'ELLE S'EST TENUE DEVANT MOI.
VAGUES DE COLÈRE PLUTÔT QUE D'AMOUR,
EMPORTANT SUR SON PASSAGE LES MONUMENTS QUI M'ONT FAIT GRANDIR.
JE NE TROUVE RIEN DE NATUREL À TOUTES CES CATASTROPHES,
PUISQUE L'HUMAIN NE CESSE DE MAQUILLER LES MAUX QU'IL IMPOSE AU MONDE.

JE SUIS PARTIE LE VENTRE VIDE ET L'ESPOIR PLEIN,
PUIS J'AI DÉCHANTÉ.
J'AI VITE COMPRIS QUE LE DÉRÈGLEMENT N'ÉTAIT PAS QUE CLIMATIQUE.
QUE LES NOTIONS D'ENTRAIDE ET DE JUSTICE ÉTAIENT ELLES AUSSI DÉTRAQUÉES ET QUE,
CERTAINES LOIS MÉRITENT SINCÈREMENT D'ÊTRE BAFOUÉES.

LES GUERRES SE MULTIPLIENT
ET LES CORPS SANS VIE TAPISSENT LES VILLES LAISSÉES DERRIÈRE MOI.
RIEN N'EST NEUF, SOUS LE SOLEIL…
PAS MÊME MON DÉPART.
PUISQU'IL N'A RIEN D'HÉROÏQUE,
PUISQU'IL N'A RIEN D'UNIQUE…
IL N'A D'AILLEURS PAS DE COULEUR,
NI DE RELIGION, NI DE LANGUE BIEN SPÉCIFIQUE, NI DE CHEMIN TOUT TRACÉ.

MON DÉPART S'EST ADAPTÉ,
MON DÉPART S'EST ALIGNÉ,
MON DÉPART S'EST INTÉGRÉ,
MON DÉPART S'EST FORGÉ.
MON DÉPART SE QUESTIONNE TOUJOURS,
MON DÉPART SE REMÉMORE,
MON DÉPART ESPÈRE UN JOUR,
RENTRER À LA MAISON.



GLORIA MUKOLO (JAZZ NOIRE),
volontaire dans l'équipe de rédaction Magma

NOTRE OFFRE PÉDAGOGIQUE

animations pour jeunes 15 - 30 ans

Reconnue “Groupement de jeunesse” par la Fédération Wallonie-Bruxelles, Magma asbl organise des animations citoyennes et des ateliers d’expression média sur l’interculturalité et la lutte contre les discriminations depuis 2014. Les activités que nous vous proposons sont toujours animées par des professionnels du secteur jeunesse, des médias et du vivre ensemble.

MODALITÉS PRATIQUES

- **Tarif : 30 euros / heure. Ce tarif ne doit pas être un frein. Contactez-nous pour plus de renseignements**
- **Lieux : Bruxelles, province de Liège et de Luxembourg, Secteur jeunesse et toutes les écoles**
- **Durée : minimum deux heures, selon vos besoins**

LES ANIMATIONS POUR JEUNES

- **Initiation au journalisme citoyen.** Sur base d’une vidéo de 10 minutes réalisée par des jeunes, on aborde le rôle des médias dans la société avec les jeunes participants. Les jeunes débattent ensemble de l’importance de l’esprit critique et de leur parole dans les médias. Dans un deuxième temps, les jeunes se mettent dans la peau de journalistes et réalisent ensemble une première interview sur le thème qu’ils auront choisi collectivement.
- **Racisme :** comprendre et réagir. Sur base de récits de jeunes et grâce au théâtre d’impro, décortiquons ensemble la pensée raciste et analysons les discriminations aux niveaux individuel et structurel. Elaborons des pistes d’action pour devenir des alliés positifs dans la lutte contre toutes les formes d’exclusion.
- **Dialogue interculturel :** on se prépare ! En partant des stéréotypes que l’on a de l’ “autre”, grâce à des animations ludiques et à des vidéos, les jeunes abordent l’identité, le choc culturel et la négociation interculturelle.

CONTACTEZ-NOUS POUR RÉSERVER UNE ANIMATION POUR VOS JEUNES

sarah.walin@mag-ma.org
02/ 896 95 00 - 0486 35 63 80
www.mag-ma.org

MAGAZINE MIXITÉ ALTÉRITÉ
magma

A propos de Magma

Avec Magma, on expérimente l'interculturalité, on construit la mixité sociale et on lutte contre les discriminations !
Nos ateliers médias et nos animations citoyennes sont des espaces de rencontre entre jeunes de 15 à 30 ans.
Les créations des jeunes sont diffusées entre autres sur www.mag-ma.org, sur les réseaux sociaux, et dans ce trimestriel envoyé par la poste à plus de 420 destinataires : Maisons de Jeunes et Organisations de Jeunesse de la Fédération Wallonie-Bruxelles, écoles secondaires de la Région de Bruxelles-Capitale.
Fondée en 2012, notre association est reconnue "Organisation de Jeunesse", par la Fédération Wallonie-Bruxelles.

Equipe de jeunes journalistes volontaires :
Japhette Felho, Lucile Migisha, Lucie Breyer, Jessie Tshiasuma, Gloria Mukolo, Jihane Bufraquech, Angelica Bastidas, Homam Daoud, Guillaume Bartholomé, Rafael Valdes Daussa, Roberto Valdes Daussa, Colin Bertrand, Abdoulaye Bah, Destin Chatue.

Intervenant.e.s :
Ruth Grâce Paluku-Atoka, Letizia Virone, Jean-François Dumont

Relecture :
Pascale Piron, Yvonne Clément

Coordination :
Sarah Walin

Mise en page :
www.acg-bxl.be

Merci à toutes les personnes qui ont participé à l'écriture et la publication du magazine

Merci à toutes et tous !

Rejoins notre équipe ! On a besoin de toi !

Envie de t'exprimer ? Rejoins notre équipe de jeunes journalistes volontaires !

Tu as entre 15 et 30 ans, tu aimes écrire, filmer, photographier, animer,… ou tu veux te lancer ? Bienvenue chez Magma pour promouvoir l'interculturalité, la mixité sociale et lutter ensemble contre les discriminations !

Contactez-nous :
02/ 896 95 00 - 0486 35 63 80

Animation à la demande pour groupes de jeunes

Notre objectif est de former des jeunes citoyens responsables, actifs, critiques et solidaires.

Les jeunes sont au coeur de nos animations : débats, expérimentations, mises en situation, utilisation de supports variés, créativité. Nos activités sont modulables en fonction de votre réalité : animation de 2h à 4h, atelier ou stage d'un ou plusieurs jours. Nous concevrons la formule ensemble ! Nous intervenons partout à Bruxelles et en Wallonie.

Nombre minimum de participants: 6.

Contactez Sarah Walin
02/ 896 95 00 - 0486 35 63 80
sarah.walin@mag-ma.org

MAGAZINE MIXITÉ ALTÉRITÉ
magma

Avec le soutien de :
FÉDÉRATION WALLONIE-BRUXELLES
equal.brussels
gelijke kansen | égalité des chances

Soutenir Magma

PARTAGE NOS ARTICLES sur les réseaux sociaux et dans ton entourage.

REJOINS NOTRE ÉQUIPE DE VOLONTAIRES, si tu es âgé.e de 15 à 30 ans.

FAIS UN DON à l'association : BE42 0688 9725 2754.

MERCI !

MAGMA
Magazine Mixité Altérité
www.mag-ma.org
Tél : +32 (0)2 896 95 00
Mobile : +32 (0)472 82 63 68
Chée Saint-Pierre, 208 - 1040 Bruxelles
Rue Joseph Lefèbvre, 59
6030 Marchienne-au-Pont

Editrice responsable : Amandine Kech, Magma asbl, Chaussée Saint-Pierre, 208 à 1040 Etterbeek